

JOURNAL OFFICIEL

paraissant le 1^{er} et le 15 de chaque mois

ABONNEMENTS			MODALITES DE PAIEMENT		INSERTION
NIGER	1 an -	25.000 FCFA	Les abonnements ou réabonnements et les annonces sont payables d'avance. Tout règlement s'effectue exclusivement par mandat postal ou chèque bancaire. Pour tout règlement en espèces, une quittance sera fournie.		Trois mille (3.000) francs CFA la ligne. Un minimum de perception de 30.000 FCFA par annonce sera appliqué pour les insertions. Adresser les correspondances, textes à insérer, demandes de renseignements à : JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU NIGER B.P. 116 NIAMEY Téléphone : 72.39.30 / 72.20.59 Central Administratif : 72.36.00 Postes: 3081; 3255; 3725; 3726 ou 3313.
	6 mois -	12.500 FCFA			
ETRANGER	1 an -	38.000 FCFA			
	6 mois -	19.000 FCFA			
VENTE AU NUMERO			FRAIS D'EXPEDITION		
	Année courante	Année antérieure	REGIME	FRAIS	
NIGER	1.000 FCFA	1.500 FCFA	Intérieur	5.000 FCFA	
ETRANGER	1.500 FCFA	2.000 FCFA	Extérieur	7.000 FCFA	
			International	10.000 FCFA	

SPECIAL N° 11

Cette édition spéciale comprend trois(3) cahiers

Premier cahier

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

Premier cahier

Exposé des motifs du projet de Loi portant loi de finances pour l'année budgétaire 2007	208
Loi n° 2006-32 du 04 décembre 2006, portant Loi de finances pour l'année budgétaire 2007	218
Annexe I : Détail prévision des recettes LF2007 (en milliers francs CFA)	231
♦ Titre 0 : Recettes du budget de l'Etat	231
Annexe II : Détail dépenses de l'Etat LF2007 ((en milliers francs CFA)	234
♦ Titre 1 : Amortissements des charges de la dette publique et dépenses en atténuation des recettes des gestions antérieures	234
♦ Titre 2 : Dépenses de personnel	235

Deuxième cahier

♦ Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	244
--	-----

Troisième cahier

♦ Titre 4 : Subvention et autres transferts courants	470
♦ Titre 5 : Investissements exécutés par l'Etat	496
Annexe III : Tableaux de synthèse des prévisions des dépenses par titre et par section LF2007 ((en milliers francs CFA)	568
♦ Titre 1 : Amortissements et charges de la dette publique et dépenses en atténuation des recettes des gestions antérieures	568
♦ Titre 2 : Dépenses de personnel	568
♦ Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	569
♦ Titre 4 : Subventions et autres transferts courants	570
♦ Titre 5 : Investissements exécutés par l'Etat	571
Annexe IV : Comptes spéciaux du trésor LF2007 (en milliers francs CFA)	572
♦ Titre 7 : Recettes et dépenses des comptes spéciaux du trésor	573

EXPOSE DES MOTIFS DU PROJET DE LOI PORTANT LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2007

Monsieur le Président,

Mesdames et messieurs les députés,

Depuis 2002, le Niger s'est engagé dans un processus de mise en œuvre de la Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP). Le présent projet de loi de finances pour l'année budgétaire 2007, s'efforce d'établir la cohérence des prévisions avec les grandes orientations de ladite stratégie, les engagements pris par notre pays dans le cadre communautaire de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) et les accords signés avec les partenaires à travers le programme économique et financier 2005-2007.

Ce projet intègre également l'impact de l'environnement économique international et régional sur le niveau de l'activité économique nationale.

Dans cette optique et sur la base des orientations définies dans la Déclaration de politique générale (DPG) du Gouvernement, les actions vont porter sur les axes principaux ci-après :

- l'intensification de la mobilisation des ressources internes pour faire face aux exigences en matière de dépenses de réduction de la pauvreté, de relance de l'économie et des engagements de l'Etat vis-à-vis des partenaires économiques et financiers ;
- la poursuite des efforts de stabilisation du cadre macro-économique par la mise en œuvre d'une politique budgétaire visant à remplir les objectifs régionaux de convergence et le programme économique et financier 2005-2007 ;
- la mise en place de politiques concrètes de promotion de la croissance et de la création d'emplois pour résorber le chômage ;

Monsieur le Président,

Mesdames et messieurs les députés,

Le présent exposé des motifs du projet de loi de finances pour l'année budgétaire 2007 s'articule autour des points suivants :

- le contexte général ;
- les orientations du budget général de l'Etat ;
- les ressources du budget ;
- les dépenses du budget ;
- les recettes et les dépenses des comptes spéciaux du trésor.

I. – LE CONTEXTE GENERAL

1.1. – Environnement économique international

En 2005, l'économie mondiale a évolué dans un environnement caractérisé par un ralentissement de l'activité dans la plupart des régions du monde. Le taux de croissance économique mondial est estimé à 4,8%, contre 5,1% en 2004.

Au cours du premier semestre 2006, l'activité économique est demeurée vigoureuse dans les principaux pays industrialisés en liaison avec la bonne tenue de la consommation et le dynamisme du commerce mondial. Sur l'ensemble de l'année, le FMI a prévu une croissance de l'économie mondiale à 5,1%.

Aux Etats-Unis, le Produit intérieur brut (PIB) a progressé de 0,6% au deuxième trimestre 2006, après avoir augmenté de 1,4% le trimestre précédent. En glissement annuel, le taux de croissance est ressorti à 3,5% contre 3,7% au premier trimestre 2006. Ce ralentissement est principalement imputable à l'orientation moins favorable de la demande intérieure. En effet, la consommation des ménages

a enregistré une progression modérée, sous l'effet du niveau élevé des prix de l'énergie et de la décélération des créations d'emplois. Les investissements, en particulier dans le secteur de l'immobilier, ont chuté, dans un contexte de remontée des taux d'intérêt. Le taux de croissance économique ressortirait à 3,4% en 2006.

En glissement annuel, l'inflation s'est accélérée en passant de 3,5% en mars 2006 à 4,3% en juin 2006, en rapport avec la hausse du coût de l'énergie.

Le déficit de la balance commerciale s'est légèrement réduit, en ressortant à 193,1 milliards de dollars au cours du second trimestre 2006, contre 196,1 milliards de dollars au premier trimestre 2006. Les opérations financières de l'Etat se sont soldées par un excédent de 96,4 milliards de dollars contre un déficit de 183,7 milliards le trimestre précédent.

Dans la zone euro, le produit intérieur brut s'est accru de 0,9% au second trimestre 2006, après une hausse de 0,6% au premier trimestre 2006, traduisant un renforcement de la croissance dans les principaux pays de la zone, notamment l'Allemagne et la France. En glissement annuel, le rythme d'expansion de l'activité économique au sein de la zone s'est situé à 2,4% au deuxième trimestre 2006, contre 1,4% le trimestre précédent, sous l'impulsion de la consommation des ménages et l'investissement des entreprises. Le taux de croissance économique est attendu à 2% en 2006.

Le taux d'inflation est passé, en glissement annuel, de 2,2% à fin mars 2006 à 2,5% à fin juin 2006, en raison notamment des effets induits du renchérissement de l'énergie.

En Afrique, le taux de croissance ressortirait à 5,7% en 2006 contre 5,2% en 2005. En particulier en Afrique subsaharienne, le PIB progresserait de 5,8% à la faveur de l'accélération de la croissance dans les pays producteurs de pétrole.

L'économie africaine resterait marquée par la consolidation des progrès en matière de politique macroéconomique et de réformes structurelles, devant se traduire par un afflux des investissements privés. Le taux d'inflation moyen se situerait à 9,1% en 2006 contre 8,5% en 2005, en liaison avec l'augmentation de la demande. La volatilité des cours du pétrole restera un facteur d'inquiétude pour les pays consommateurs, eu égard aux tensions qui persistent sur les marchés de produits dérivés du brut. En effet, après avoir fluctué entre 60 et 65 dollars le baril durant les trois premiers mois de l'année, les cours du pétrole brut ont franchi, en avril 2006, le palier de 70 dollars, sous l'effet notamment du regain de tensions géopolitiques au Moyen Orient. En moyenne, le baril s'est négocié à 71,85 dollars au deuxième trimestre 2006.

1.2. – Environnement économique régional

1.2.1. – Environnement économique dans les pays de l'UEMOA

Dans les pays de l'UEMOA, le taux de croissance ressortirait à 4,1% en 2005 contre une réalisation de 3% en 2004. Cette relative amélioration est imputable, pour l'essentiel, au net redressement de la production agricole 2005/2006, induit par des conditions climatiques globalement favorables. L'année 2005 a été également marquée par une accélération de l'inflation, en raison avec le renchérissement des produits alimentaires occasionné par la baisse de la production des céréales de la campagne 2004/2005 et la forte hausse des prix des produits pétroliers. Le taux d'inflation, mesuré par la variation de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), s'établirait pour l'ensemble de l'Union à 4,5% contre 0,5% en 2004.

En 2006, le taux de croissance économique de l'Union s'établirait à 3,6% contre une prévision initiale de 4% et une réalisation de 4,1% en 2005. Les tensions inflationnistes ont persisté au cours du second trimestre 2006 avec un taux d'inflation ressorti à 1,3% par rapport au premier trimestre. Cette évolution résulte du renchérissement de 2,6% des produits alimentaires notamment les céréales, les produits halieutiques et le sucre. Elle est également imputable à la hausse des coûts de transport (1,8%), en liaison avec l'augmentation des prix des carburants dans l'ensemble des pays, à l'exception de la Côte d'Ivoire et du Togo.

S'agissant de la situation des finances publiques, celle-ci est restée fragile dans l'ensemble des pays de l'Union au cours de l'année 2005. Le déficit global, base engagement et hors dons, serait contenu à 4,9% contre 5,1% en 2004, du fait de la compression des dépenses d'investissement, par les Etats confrontés à des tensions aiguës de trésorerie.

En 2006, il est attendu une progression des recettes budgétaires qui serait induite par le redressement de la situation économique dans la plupart des pays de l'Union, la poursuite des efforts d'amélioration des performances des régies financières ainsi qu'une mobilisation plus importante des appuis financiers extérieurs. Le déficit budgétaire, hors dons, s'améliorerait et représenterait 4,4% du PIB contre 4,9% en 2005.

En matière de convergence macroéconomique, les performances enregistrées, notamment dans le domaine des finances publiques, ne permettraient à aucun Etat membre de l'Union de respecter l'ensemble des huit critères définis dans le pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité.

1.2.2. – Situation économique au Nigeria

L'économie nigériane continuerait d'enregistrer des performances satisfaisantes en liaison avec le niveau élevé des cours du pétrole. Le taux de croissance se situerait à 4,9% en 2006, contre 3,9% en 2005, malgré l'insécurité sur les puits de pétrole du Delta du Niger. Cette insécurité a fait chuter la production du Nigeria, premier producteur africain, à 2 millions de barils par jour, soit une perte de 450 000 barils par jour.

1.3 Environnement économique et social au Niger

1.3.1. – Année 2005

L'activité économique, mesurée par le produit intérieur brut réel, connaîtrait une accélération en 2005 avec un taux de 7%. En effet, les estimations révisées en août 2006 indiquent une croissance de 7,0% en 2005 contre -1,0% en 2004. Ce retournement favorable de la croissance, lié à la bonne production agricole due aux bonnes conditions climatiques en 2005, a été réalisé dans un contexte de forte inflation avec un taux de 7,8% en moyenne annuelle.

En terme nominal, le produit intérieur brut a enregistré une progression de l'ordre de 15,9%, passant de 1 468,4 milliards de francs CFA en 2004 à 1 701,9 milliards de francs CFA en 2005. Cette évolution reflète à la fois l'augmentation de la production agricole et celle des prix des principaux produits de consommation. Il en a résulté une hausse de 8,4% du déflateur du PIB contre 0,7% en 2004. Cette progression, plus forte que celle du taux d'inflation, s'explique par l'augmentation des prix des principaux produits de consommation, conséquence du déficit agricole enregistré en 2004.

En outre, la forte augmentation du PIB nominal a entraîné un relèvement du revenu par tête. Celui-ci est passé de 120 441 francs CFA en 2004 à 135 139 francs CFA en 2005, soit une hausse de 12,2% contre une baisse de 3,4% en 2004. En terme réel, le PIB par tête a augmenté de 3,5% en 2005 alors qu'il était en repli de 4,1% en 2004.

Globalement, la composition sectorielle du PIB s'est modifiée. La part du secteur primaire dans le PIB, au coût des facteurs, passe de 40,7% en 2004 à 43,1% en 2005. Celle du secteur secondaire s'est établie à 14,3% en 2005, contre 13,2% en 2004. Quant au poids du secteur tertiaire, il serait en recul de 1,5 point de pourcentage par rapport à l'année 2004, en se fixant à 42,6%.

Au plan des ressources, les contributions à la croissance du PIB des secteurs primaire, secondaire et tertiaire sont respectivement de 4,9 points, 0,1 point et 1,2 point de pourcentage en 2005. Quant aux impôts sur les produits, ils contribuent pour 0,8 point de pourcentage à la croissance en 2005.

Du côté des emplois, les contributions à la croissance du PIB de la consommation finale, de l'investissement, des exportations et des importations se sont établies respectivement à -1,6 point, 8,3 points, 1,0 point et -0,7 point de pourcentage.

1.3.2. – Année 2006

En 2006, le taux de croissance ressortirait à 2,4% sous les hypothèses suivantes :

- une campagne agricole normale ;
- une reprise de la production de l'élevage ;
- une baisse de la production minière ;
- une hausse continue des prix des hydrocarbures ;
- un recul des échanges extérieurs ;
- une faible progression du niveau général des prix inférieure à la norme communautaire de 3,0%.

Sur le plan de l'offre, les secteurs primaire, secondaire et tertiaire représenteraient respectivement 42,6%, 14,6% et 42,8% du PIB en 2006, contre 43,1%, 14,3% et 42,6% en 2005. Cette situation induirait les contributions à la croissance du PIB, au coût des facteurs, des secteurs primaire de l'ordre de 0,9 point de pourcentage, secondaire de 0,3 point et tertiaire de 1,0 point en 2006. Quant aux impôts sur les produits, ils contribuent pour 0,2 point de pourcentage à la croissance en 2006.

Sur le plan de la demande, la consommation finale, les investissements, les exportations et les importations représenteraient respectivement 87,5%, 15,3%, 19,4% et 22,3% du PIB en 2006 contre 86,1%, 17,8%, 20,5% et 24,4% en 2005. Cette situation induirait des contributions à la croissance du PIB de la consommation finale de l'ordre de 3,3 points de pourcentage, de -1,9 point pour les investissements, de -0,6 point pour les exportations et de 1,6 point pour les importations en 2006.

Sur le plan structurel, on peut noter la mise en œuvre des mesures relatives aux réformes des finances publiques contenues dans le programme économique et financier 2005-2007 et le Plan d'actions prioritaires de la revue de dépenses publiques et de la responsabilité financière (PEMFAR). Par ce fait, le processus d'élaboration du budget national a été bien respecté avec l'élaboration de la note de cadrage macroéconomique de la loi de finances 2006, la lettre plafond notifiée aux ministères et aux autres institutions de l'Etat, les discussions budgétaires et les allocations des enveloppes budgétaires à ces structures, conformément aux priorités de la SRP.

En ce qui concerne les autres mesures structurelles, l'on note que pour la privatisation du Crédit du Niger, des actions ont été réalisées avec le concours du Projet de développement des services financiers (PDSF) en vue d'accélérer le processus. S'agissant de l'ONPE, les actions ont porté sur le financement du plan social, avec le paiement des indemnités de départ négocié pour 294 agents pour un coût global de 2.306 millions FCFA, la création de Niger-Poste par la Loi N°2005-21 du 28 juin 2005, la signature d'un protocole d'accord de retraitement du bilan de l'office.

S'agissant de la stratégie de réduction de la pauvreté, le processus de révision du document a été officiellement lancé. La SRP révisée serait disponible à la fin de l'année 2006.

Sur le plan des finances publiques, leur gestion sera marquée par la poursuite et le renforcement des réformes visant son amélioration. Les recettes budgétaires prévisionnelles de l'année 2005 sont de l'ordre de 456,95 milliards dont, 262,99 milliards de recettes internes et 193,96 milliards de ressources extérieures.

Les dépenses, prévues au même montant, sont réparties en raison de 216,25 milliards pour les investissements, 49,16 milliards au titre du paiement de la dette et 191,25 milliards destinés au fonctionnement des structures de l'Etat.

A la date du 30 juin 2006, la situation de l'exécution des recettes et des dépenses du budget 2006 se présente ainsi qu'il suit :

■ Les recettes du budget général de l'Etat

Au 30 juin 2006, les recettes du budget général de l'Etat ont été réalisées à hauteur de 159,99 milliards, pour des prévisions annuelles de 456,95 milliards, soit un taux de réalisation de 35,01%. Ces recettes se répartissent, par grandes masses, ainsi qu'il suit (en milliards de francs CFA):

Tableau 1 : Réalisation de recettes au 30 juin 2006 (en milliards de FCFA)

<i>Nature des recettes</i>	<i>Prévision</i>	<i>Réalisation</i>	<i>Taux de réalisation</i>
Recettes fiscales	213,06	101,52	47,65%
Recettes non fiscales	8,52	2,47	29,01%
<i>dont: recettes portuaires</i>	3,29	1,69	51,58%
Recettes exceptionnelles	41,24	13,92	33,75%
<i>Dont: recettes PPTE</i>	41,07	13,84	33,71%
Vente d'immeubles	0,17	0	0,00%
Dons projets et legs	108,75	21,56	19,83%
<i>dont: Aides projets (ANR)</i>	74,18	21,56	29,07%
<i>Aides budgétaires</i>	34,32	0	0,00%
Dette rétrocédée	0,25	0	0,00%
Emprunts programmes	29,18	6,65	22,78%
Emprunts projets	56,03	13,87	24,75%
Total	456,95	159,99	35,01%

Comparativement à la même période de l'année 2005 où elles étaient de 142,60, ces recettes ont connu une évolution de l'ordre de 12,19%, représentant un montant de 17,39 milliards. Cette évolution provient pour l'essentiel des recettes fiscales qui, à elles seules, ont connu une progression de 17,52 milliards, ce qui dénote les efforts considérables fournis par les régies financières dans le cadre de la mobilisation des ressources internes. A l'inverse, les emprunts projets ont connu une baisse de l'ordre de 6,97 milliards.

■ Les dépenses du budget général de l'Etat

A la fin du 1er semestre 2006, les dépenses du budget général de l'Etat ont été exécutées à hauteur de 140,827 milliards, pour des prévisions de 456,95 milliards, soit un taux de réalisation de 30,82%. Comparativement à la même période en 2005, le niveau d'exécution est en baisse de 0,720 milliard.

L'exécution des dépenses, par titre, est donnée dans le tableau ci-dessous (en milliards de francs CFA) :

Tableau 2 : Exécution des dépenses au 30 juin 2006 (en milliards de FCFA)

<i>Nature des dépenses</i>	<i>Prévision</i>	<i>Réalisation</i>	<i>Taux de réalisation</i>
Dette publique	49,16	8,70	17,70%
Dépenses de personnel	69,29	34,18	49,33%
Achats de biens et services	55,87	18,28	32,73%
Subvention et transferts	66,38	25,96	39,10%
Investissements exécutés par l'Etat	216,25	53,70	24,83%
<i>Dont: PPTE</i>	25,44	8,45	33,21%
<i>Investissements administration⁹</i>	,26	2,95	31,81%
<i>100% trésor</i>	29,14	1,98	6,79%
<i>Fiscalité compensée</i>	17,20	3,67	21,32%
<i>Contre partie projets</i>	4,99	1,22	24,50%
<i>Aides Non Remboursables</i>	74,18	21,56	29,07%
<i>Emprunts</i>	56,03	13,88	24,77%
Total général	456,95	140,83	30,82%

En ce qui concerne les secteurs de lutte contre la pauvreté, l'exécution à fin juin 2006 se présente comme suit :

Tableau n°3 : Exécution à fin juin 2006, des dépenses des secteurs de la SRP

<i>Nature de la dépense</i>	<i>Prévision</i>	<i>Réalisation</i>
<i>Enseignement supérieur</i>		
Dépenses de personnel	7 140 977	3 491 644
Achats de biens et services	2 497 171	601 555
Subventions et autres transferts courants	9 599 649	5 713 266
Investissements exécutés par l'Etat	656 704	8 441
Total	19 894 501	9 814 906
<i>Développement agricole</i>		
Dépenses de personnel	1 536 612	1 025 690
Achats de biens et services	1 412 345	438 049
Subventions et autres transferts courants	1 245 863	394 018
Investissements exécutés par l'Etat	51 311 917	12 625 622
Total	55 506 737	14 483 379
<i>Ressources animales</i>		
Dépenses de personnel	715 549	10 934
Achats de biens et services	319 974	59 125
Subventions et autres transferts courants	261 000	54 175
Investissements exécutés par l'Etat	9 030 851	306 603
Total	10 327 374	430 837
<i>Aménagement du territoire et développement communautaire</i>		
Dépenses de personnel	300 526	1 373
Achats de biens et services	310 000	30 266
Investissements exécutés par l'Etat	8 837 048	99 821
Total	9 447 574	131 460
<i>Equipement</i>		
Dépenses de personnel	417 469	343 098
Achats de biens et services	150 582	31 282
Subventions et autres transferts courants	5 644 945	1 416 897
Investissements exécutés par l'Etat	17 902 769	708 594
Total	24 115 765	2 499 871
<i>Hydraulique, environnement et lutte contre la désertification</i>		
Dépenses de personnel	1 563 368	880 617
Achats de biens et services	484 226	110 375
Subventions et autres transferts courants	461 344	214 520
Investissements exécutés par l'Etat	14 857 539	8 207 309
Total	17 366 477	9 412 821
<i>Education de base 1 et alphabétisation</i>		
Dépenses de personnel	20 793 163	9 565 388
Achats de biens et services	3 147 737	1 630 610
Subventions et autres transferts courants	12 741 705	5 642 522
Investissements exécutés par l'Etat	22 592 724	6 240 794
Total	59 275 329	23 079 314
<i>Santé publique et lutte contre les endémies</i>		
Dépenses de personnel	5 609 763	3 281 250
Achats de biens et services	6 276 578	1 190 829
Subventions et autres transferts courants	7 221 254	3 068 239
Investissements exécutés par l'Etat	12 701 235	7 780 276
Total	31 808 830	15 320 594
Total général	227 742 587	75 173 182

Il ressort du tableau ci-dessus que pour l'essentiel, les dépenses de fonctionnement courant et des transferts sont exécutées à un niveau appréciable, relativement au niveau global d'exécution du budget. Par contre, on constate un faible niveau d'exécution des investissements, essentiellement imputable à la non-intégration de la totalité des dépenses des projets sur financement extérieur (ANR et Emprunts), du fait de la non-disponibilité des données y relatives.

II- LES ORIENTATIONS DU PROJET DE BUDGET 2007

Le projet de loi de finances pour l'année budgétaire 2007 traduit la détermination du Gouvernement à poursuivre la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la pauvreté, soutenue par une politique économique et financière qui s'articule autour des axes prioritaires suivants :

- l'accroissement des ressources internes à travers le renforcement des capacités des structures de recouvrement, l'élargissement de l'assiette fiscale, la réduction du champ des exonérations, le resserrement des contrôles, le tout dans un contexte de mise en application du schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO et la suppression des recettes compensatoires de l'UEMOA.

- l'intensification des réformes des finances publiques et des efforts d'ajustement en vue de consolider la stabilité du cadre macro économique ;

- la consolidation des progrès accomplis en matière d'orthodoxie et de discipline budgétaire ;

- la poursuite des efforts d'apurement de la dette intérieure de l'Etat.

Dans ce cadre, les objectifs ci-après sont visés pour l'année 2007 :

Sur le plan économique, atteindre un taux moyen annuel de croissance de 4,3%, conduisant à une augmentation du PIB par habitant d'environ 1 point de pourcentage en moyenne par an sur la période 2007-2009. Cette croissance serait tirée par la production agricole qui croîtrait en moyenne de 3,7% sur la période. La production agricole serait portée par les cultures vivrières (mil : 3% et sorgho : 3%) et les cultures de rentes (niébé : 10,5%, oignon : 12,7%, arachide : 11,3%, poivron : 8%, souchet : 7% et coton : 8%).

L'inflation serait maîtrisée tout au long de la période de projection pour se situer en moyenne à 2%, donc en deçà du niveau de 3% fixé par l'UEMOA.

Au plan social, l'accent sera mis sur l'amélioration du niveau de vie et du bien être des populations en général et des couches vulnérables (femmes et enfants) en particulier, à travers l'accès aux services sociaux essentiels, notamment l'éducation et la santé, ainsi que la réalisation de programmes et projets d'investissements porteurs de croissance et d'amélioration des revenus des populations, toutes actions contenues dans la SRP.

Dans ce cadre, le projet de loi de finances 2007 établit la cohérence entre les prévisions budgétaires et les grandes orientations de la Stratégie de réduction de la pauvreté. Ainsi, en général, les crédits alloués aux secteurs participant à la lutte contre la pauvreté connaissent des évolutions importantes, telles que présentée dans le tableau ci-après :

Tableau n°4: Evolution, par source de financement des secteurs prioritaires entre 2006 et 2007 (en milliers de francs):

Libelle	Prévisions 2006	Prévisions LF2007	Variation	
			Montant	%
Ministère des enseignements secondaire et supérieur, de la recherche et de la technologie				
Ressources propres	19 394 501	23 638 762	4 244 261	1,86%
Ressources extérieures	500 000	2 121 077	1 621 077	0,71%
Total MESSRT	19 894 501	25 759 839	5 865 338	2,58%
Ministère du développement agricole				
Ressources propres	15 676 604	11 177 830	-4 498 774	-1,98%
Ressources extérieures	39 830 133	28 151 616	-11 678 517	-5,13%
Total MDA	55 506 737	39 329 446	-16 177 291	-7,10%
Ministère des ressources animales				
Ressources propres	6 699 382	2 249 425	-4 449 957	-1,95%
Ressources extérieures	3 627 992	5 160 498	1 532 506	0,67%
Total MRA	10 327 374	7 409 923	-2 917 451	-1,28%
Ministère de l'aménagement du territoire et du développement communautaire				
Ressources propres	708 231	880 096	171 865	0,08%
Ressources extérieures	8 739 343	9 782 773	1 043 430	0,46%
Total MATDC	9 447 574	10 662 869	1 215 295	0,53%
Ministère de l'équipement				
Ressources propres	6 930 180	7 588 012	657 832	0,29%
Ressources extérieures	17 185 585	29 226 541	12 040 956	5,29%
Total ME	24 115 765	36 814 553	12 698 788	5,58%
Ministère de l'hydraulique, de l'environnement et de la lutte contre la désertification				
Ressources propres	4 466 777	8 878 648	4 411 871	1,94%
Ressources extérieures	12 899 700	21 065 651	8 165 951	3,59%
Total MIHELCD	17 366 477	29 944 299	12 577 822	5,52%
Ministère de l'éducation de base 1 et de l'alphabétisation				
Ressources propres	42 287 620	46 514 862	4 227 242	1,86%
Ressources extérieures	16 987 709	22 484 078	5 496 369	2,41%
Total MEBA	59 275 329	68 998 940	9 723 611	4,27%
Ministère de la santé publique et de la lutte contre les endémies				
Ressources propres	24 714 157	28 763 042	4 048 885	1,78%
Ressources extérieures	7 094 673	18 787 046	11 692 373	5,13%
Total MSPLCE	31 808 830	47 550 088	15 741 258	6,91%
Total Général	227 742 587	266 469 957	38 727 370	17,00%

Comme on peut le constater, en 2007, les secteurs participant à la réduction de la pauvreté totalisent un montant de 269,919 milliards, contre 227,742 milliards en 2006, soit une hausse de 38,727 milliards, correspondant à 17,00%.

Monsieur le Président,

Honorables députés,

L'accroissement des ressources internes vise l'amélioration de la pression fiscale en vue d'atteindre progressivement le taux de convergence en la matière, fixé par l'UEMOA à 17%.

Dans ce cadre, la politique budgétaire envisagée s'attellera :

a) au respect des critères de convergence de l'UEMOA notamment le critère clé qui est celui du solde de base. Pour ce faire, la pression fiscale sera augmentée en s'appuyant particulièrement sur la fiscalité intérieure. Il s'agit d'élargir l'assiette fiscale notamment en direction du secteur informel qui contribue à hauteur de 70% au PIB et dont la contribution fiscale est d'à peine de 30%. Le champ des exonérations sera réduit par le resserrement du contrôle et la soumission de la quasi-totalité des biens et services consommés à l'impôt. Ce choix s'explique par l'amenuisement des recettes douanières lié, entre autres, à l'application du schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO. L'administration des douanes mènera une lutte acharnée contre la fraude et suivra les destinations finales des marchandises exonérées ;

b) à la poursuite de la maîtrise des dépenses et à la lutte contre la corruption, tout en veillant à l'orientation de la dépense publique dans les secteurs prioritaires de la SRP ;

c) à l'apurement à moyen terme de tous les arriérés de paiements intérieurs, conformément à la stratégie et au plan d'apurement des arriérés intérieurs élaborés en 2005 ;

d) au renforcement des capacités en ressources humaines de l'administration dans le respect du ratio masse salariale/recettes fiscales (fixé dans le cadre de l'UEMOA à un niveau inférieur ou égal à 35%) ;

e) à la réduction progressive de la dépendance du Niger vis-à-vis des ressources extérieures.

Au total, la politique budgétaire retenue au titre de la Loi de Finances 2007 est une suite logique de l'ambitieuse option prise à travers le budget 2006, en matière de mobilisation plus accrue des ressources internes, de maîtrise des dépenses publiques et de la poursuite de la mise en œuvre d'importants programmes de développement sur ressources propres, en vue d'améliorer les conditions de vie des populations.

Plus spécifiquement, afin d'atteindre les objectifs de recettes internes 2007, certaines mesures fiscales nouvelles sont proposées dans le cadre de la stratégie de mobilisation des ressources internes adoptée par le ministère de l'économie et des finances, de concert avec les partenaires au développement.

Ces mesures portent sur :

- l'institution d'une taxe à l'embarquement sur le transport aérien ;

- l'augmentation des quotités de vignettes à hauteur de 15 à 25% suivant le cas, à l'exclusion des véhicules affectés au transport public des personnes et des marchandises, qui restent soumis aux tarifs antérieurs. Il faut noter que les vignettes n'ont été révisées depuis l'année 1993 ;

- le rehaussement du timbre-quittance, qui passe de 100 à 150 francs, non révisé depuis 1997 ;

- le relèvement du droit d'accises sur les tabacs et cigarettes de 30 à 40%.

Ces mesures sont appuyées par d'autres actions, sur le plan administratif, suite aux renforcements, obtenus en 2006, des moyens humains et matériels,

Par ailleurs, des mesures correctives ont également été proposées concernant la taxe sur les gains des jeux et loteries, dans la perspective de l'amélioration du rendement de celle-ci. D'autres mesures d'allègement sont proposées pour tenir compte des recommandations du Conseil National des Investisseurs Privés. Il s'agit, entre autres de :

- la suppression du paiement par avance de la patente lors du démarrage des activités ;

- la réduction de cinq (5) points du taux en matière d'enregistrement de certains actes (actes de cession).

III- LES PREVISIONS DE RESSOURCES DU BUDGET GENERAL 2007

Les prévisions de ressources du budget général 2007 s'élèvent à quatre cent quatre vingt dix huit milliards quatre cent trente deux millions cent trente huit mille (498.432.138.000) francs CFA, contre quatre cent cinquante six milliards neuf cent cinquante deux millions sept cent vingt mille (456.952.720.000) francs en 2006, soit une augmentation de quarante un milliards quatre cent soixante dix neuf millions quatre cent dix huit mille (41.479.418.000) francs, correspondant à 9,08%.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu global, par nature, des prévisions de recettes, rapprochées à celles de 2006.

Tableau 5 : Les prévisions globales de recettes (en millions FCFA).

Nature des recettes	Prévisions 2 006	Prévisions 2007	Variation	
			Montant	%
Recettes internes	263 245	270 809	7 564	2,87%
Recettes internes permanentes	221 575	236 299	14 724	6,65%
Recettes fiscales	213 058	226 394	13 336	6,26%
Recettes non fiscales	8 517	9 905	1 388	16,30%
Recettes exceptionnelles	41 670	34 510	-7 160	-17,18%
Vente immeubles bâtis	174	182	7	4,30%
Ressources PPTE	41 068	34 000	-7 068	-17,21%
Autres recettes exceptionnelles	171	174	2	1,29%
Dettes rétrocédées	256	155	-101	-39,63%
Recettes extérieures	193 708	227 623	33 915	17,51%
Emprunts budgétaires	29 184	34 234	5 050	17,30%
Aides budgétaires	34 314	35 196	882	2,57%
Emprunts projets	56 027	48 579	-7 448	-13,29%
Aides projets	74 183	109 614	35 431	47,76%
Total	456 953	498 432	41 479	9,08%

Il ressort du tableau ci-dessus, une augmentation des prévisions de recettes de 41,48 milliards par rapport à 2006.

L'évolution, par grandes catégories de recettes, est présentée dans les développements qui suivent.

3.1. - Les recettes internes

Comparativement au budget 2006, les recettes internes sont en augmentation de 7,56 milliards. En effet, de 263,45 milliards en 2006, elles passent à 270,80 milliards en 2007, soit une augmentation de 2,87%.

3.1.1. - Recettes internes permanentes

Constituées de recettes fiscales et de recettes non fiscales, elles accusent une hausse de 14,72 milliards en 2007, soit 6,65%, dont 13,33 milliards au titre des recettes fiscales et 1,38 milliard au titre des recettes non fiscales. Ainsi, ces prévisions 2007 traduisent la volonté du gouvernement d'accroître les ressources internes pérennes à travers la fiscalité intérieure, pour tendre vers le respect des critères de convergence de l'UEMOA malgré l'incidence de la mise en application de certaines mesures communautaires (non-reversement des recettes compensatoires au titre de l'UEMOA) et la mise en œuvre du schéma de libéralisation de la CEDEAO.

3.1.2. - Les recettes exceptionnelles

Prévues pour 34,51 milliards en 2007, contre 41,67 milliards en 2006, ces recettes accusent une baisse de 7,16 milliards. Cette baisse est essentiellement constatée au niveau des ressources PPTE qui chutent de 41,06 milliards en 2006 à 34 milliards en 2007, soit -17,21% du fait de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IAMD) du FMI, de la BAD et de l'IDA. En effet, ces trois créanciers ont consacré un montant d'environ 8,9 milliards à ladite initiative, non pris en compte au niveau des PPTE.

3.2. - Les ressources extérieures

Au titre de l'exercice budgétaire 2007, les ressources extérieures attendues s'élèvent à 227,62 milliards, contre 193,71 milliards en 2006, soit une augmentation de 33,92 milliards, correspondant à 17,51%. Cette augmentation provient essentiellement des aides projets (ANR) et emprunts budgétaires pour respectivement 48,57% et 17,36%.

Tableau n°6: Evolution des ressources extérieures 2005-2007 (en millions de FCFA)

Nature	Prévision 2005	Prévision 2006	Prévision 2007	Variation 2007 - 2006	
				Montant	%
Emprunts budgétaires	8 480	29 184	34 234	5 050	17,30%
Aides budgétaires	58 190	34 314	35 196	882	2,57%
Emprunts projets	65 102	56 027	48 579	-7 448	-13,29%
Aides projets	79 386	74 183	109 614	35 431	47,76%
Total	211 158	193 708	227 623	33 915	17,51%

Pour l'année budgétaire 2007, les emprunts budgétaires, qui totalisent un montant de 34,234 milliards, se répartissent comme suit :

- Banque mondiale : 25,000 milliards
- FMI : 1,434 milliard
- BAD-FAD : 7,800 milliards.

Quant aux aides budgétaires, d'un montant total de 35,196 milliards, elles se répartissent comme suit :

- FTI (fonds fasttrack) : 4,151 milliards
- Union Européenne : 17,711 milliards
- France : 7,445 milliards
- AFD (appui PDDE) : 2,624 milliards
- Belgique (appui PDDE) : 1,312 milliards
- Danemark (appui au PDDE) : 0,044 milliard
- DFID : 1,91 milliard.

IV- LES PREVISIONS DE DEPENSES DU BUDGET 2007

Les prévisions de dépenses au titre du budget de l'année budgétaire 2007 s'élèvent à quatre cent quatre vingt dix huit milliards quatre cent trente deux millions cent trente huit mille (498.432.138.000) francs CFA, contre quatre cent cinquante six milliards neuf cent cinquante deux millions sept cent vingt mille (456.952.720.000) francs en 2006, soit une augmentation quarante un milliards quatre cent soixante dix neuf millions quatre cent dix huit mille (41.479.418.000) francs, correspondant à 9,08%.

Le tableau ci-après donne un aperçu global, par nature et par grandes masses, des prévisions de dépenses comparées à celles du budget 2006.

Tableau n°7: Tableau comparatif 2006 – 2007 des grandes masses des dépenses du budget (en millions FCFA) :

Titre	Nature des dépenses	2006		2007		Variation	
		Montant		Montant		%	
Titre 1 Dette publique		49 161	29 721	-19 440		-39,54%	
Dont: Dette extérieure		10 538	5 300	-5 238		-49,71%	
Dette intérieure		38 623	24 421	-14 202		-36,77%	
Dont CADIE		15 000	15 000	0		0,00%	
Titre 2 : Dépenses de personnel		69 295	73 312	4 017		5,80%	
Titre 3 : Achats de biens et services		55 867	62 029	6 162		11,03%	
Titre 4 : Subventions et transferts		66 383	89 452	23 069		34,75%	
Titre 5 : Investissements exécutés l'Etat		216 247	243 918	27 671		12,80%	
Total général		456 953	498 432	41 479		9,08%	

La hausse des dépenses constatée en 2007 se situe principalement au niveau des dépenses de subventions et transferts (+34,76%), des dépenses d'investissements (+12,08%) et dans une moindre mesure les dépenses de personnel (+5,80%) et celles relatives aux achats de biens et services (+11,03%). Cette hausse est cependant atténuée par une baisse du niveau de la dette publique (-39,54%).

En récapitulant par titre les dépenses du budget 2007, il ressort que la dette publique représente 5,96% du montant total du budget, les dépenses de personnel 14,71%, les achats des biens et services 12,44%, les subventions et transferts 17,95 % et les dépenses d'investissement 48,94 %.

4.1. – La dette publique

L'analyse fait ressortir un fléchissement des prévisions des dépenses au titre de la dette publique. En effet, elles ont baissé de 49,16 milliards FCFA en 2006 à 29,72 milliards en 2007. Cette situation est surtout imputable :

- à la baisse du service net de la dette extérieure, passant de 10,54 à 5,3 milliards, du fait des allègements obtenus et de l'annulation de dette par certains partenaires financiers (initiative PPTE et initiative d'allègement de la dette multilatérale (IAMD) du FMI, de la BAD et de l'IDA) ;

- à la baisse des prévisions au titre de la dette intérieure, de 38,62 à 24,42 milliards, soit plus de 14 milliards, consécutive à l'adoption d'un nouvel échéancier pour l'apurement de la BCEAO. En effet, cette catégorie de dette représente essentiellement les engagements dus envers cet organisme.

L'apurement des autres arriérés intérieurs est prévu pour un montant de 15 milliards correspondant aux prévisions 2006 au titre du CAADIE.

4.2. – Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement sont composées des dépenses de personnel, des dépenses d'achats de biens et services et des dépenses de subventions et transferts courants. Globalement, les prévisions de ces dépenses sont en hausse de 33,25 milliards par rapport à 2006, soit un taux d'augmentation de 17,36 %. Cette hausse se constate au niveau de chacun des trois (3) postes de dépenses.

4.2.1. – Les dépenses de personnel

Entre 2006 et 2007, l'accroissement de cette catégorie de dépenses est de 4,01 milliards de FCFA soit 5,80%. Cette augmentation est due non seulement à la prise en compte des incidences financières des avancements et reclassements, des retours des différentes positions administratives, de la mise en œuvre de la nouvelle grille salariale des agents de l'Etat, mais aussi des recrutements nouveaux de 3000 agents à la fonction publique en 2006.

4.2.2. – Les dépenses d'achat de biens et services

Le montant prévisionnel de cette catégorie de dépenses passe de 55,867 milliards à 62,029 milliards, soit une augmentation de 11,03%. Cette augmentation s'explique par :

- la majoration des crédits 2006 des ministères relevant des secteurs prioritaires de la SRP, d'un niveau correspondant au taux de croissance moyen de 4,3% ;
- la majoration de 10% des crédits destinés à l'achat de carburant et aux frais de déplacement et de mission. Cette majoration est consécutive à l'augmentation continue des prix des hydrocarbures.
- la prise en compte des besoins des institutions nouvellement créées.

4.2.3. – Les subventions et transferts courants

Les prévisions de dépenses des subventions et transferts sont passées de 66,38 milliards en 2006 à 89,452 milliards en 2007, soit une hausse de 23,069 milliards. Cette augmentation s'explique, entre autres, par le rehaussement de l'enveloppe des péculés des contractuels de l'enseignement (4,1 milliards), la prise de participation de l'Etat au capital des sociétés minières (4 milliards), la majoration de la subvention au FNR afin de tenir compte du niveau réel des dépenses liées à la retraite (5,7 milliards), l'augmentation de la subvention à l'université Abdou Moumouni de Niamey (1 milliard), la prise en charge de la gratuité de certains soins aux femmes et aux enfants de 0 à 5 ans (3 milliards), la subvention aux partis politiques (0,2 milliard), le renforcement des capacités de l'enseignement supérieur (0,5 milliard).

4.3. – Les dépenses d'investissements exécutés par l'Etat

Le montant prévisionnel des dépenses d'investissements exécutés par l'Etat passent de 216,24 milliards de FCFA en 2006 à

243,92 milliards en 2007, soit une augmentation de 27,67 milliards. Le tableau ci-dessous donne l'évolution de ces dépenses, par source de financement, par rapport à l'année 2006.

Tableau 8: Evolution, par nature, des prévisions des dépenses d'investissement (en milliers FCFA):

Nature	Prévisions 2006	Prévisions 2007	Variation	
			Montant	%
Volet trésor	60 593 709	65 504 445	4 910 736	8,10%
Emprunts	56 027 222	48 291 350	-7 729 872	-13,80%
ANR	74 182 939	109 895 616	35 712 677	48,14%
Ressources PPTE	25 442 762	20 220 519	-5 222 243	-20,53%
Total	216 246 632	243 917 930	27 671 298	12,80%

Il ressort du tableau ci-dessus que les dépenses d'investissements connaissent une hausse de 12,8% entre 2006 et 2007. La hausse est constatée au niveau des dépenses des projets financées sur Aides non remboursables (ANR) pour 48,14%.

A contrario, on note une baisse à hauteur de 13,8% des dépenses des projets financées sur emprunts et 20,53% de celles qui sont financées sur ressources PPTE.

Les investissements sur financement propre retenus comme prioritaires par le Gouvernement, au titre de l'année 2007, sont récapitulés dans le tableau ci – après (en milliers de francs) :

Programmes	Montant
Intranet gouvernemental	295 000
Construction de 8 centres de couverture des zones d'ombre	369 000
Equipement de base du cinéma	200 000
Centre de formation des cinéastes	100 000
Recensement des personnes concernées par le travail forcé des enfants et autres formes de pratiques esclavagistes	220 223
Réhabilitation des ambassades	500 000
Equipement du siège de la Cour des comptes	200 000
Mise en place d'un site gouvernemental	51 292
Equipement des résidences des gouverneurs et préfets	383 600
Centre de production et de diffusion de la documentation sur la décentralisation	25 000
Appui à la mise en place de la mutuelle de santé	338 000
Automatisation des actes de gestion des personnels de l'Etat	51 000
Interconnexion au fichier intégré de la fonction publique	75 000
Mise en place de la Caisse nationale des retraites (CARENT)	500 000
Elaboration de la Politique nationale de l'emploi	20 000
Acquisition matériel roulant	2 112 449
Clôture de l'aéroport d'Agadez	30 000
Réhabilitation de l'aéroport de Maradi	200 000

Construction d'une usine d'engrais	1 300 000
Construction de 6 Unités de production de GARI et dérivés	200 000
Elaboration de la Stratégie nationale de l'aménagement du territoire	200 000
Voiries urbaines Diffa (15 KM d'ouvrages et caniveaux)	750 000
Voiries urbaines Tillabéri (15 KM d'ouvrages et caniveaux)	750 000
Electrification rurale	830 000
Transformation du CHR en maternité de référence régionale (Agadez)	150 000
Réhabilitation et mise à niveau des blocs du CHR de Diffa	150 000
Réhabilitation et mise à niveau des blocs du CHR de Tahoua	200 000
Equipement Hôpital et Maternité de Zinder	150 000
Création de 2 Unités de fabrication des aliments pour enfants	60 000
Divers travaux de construction et de réhabilitation des bâtiments administratifs	3 665 873
Fonds de soutien aux Leaders d'Opinion	50 000
Programme de lutte contre la mendicité	100 000
Reprise du fichier électoral	850 000
Evaluation de l'installation des communes	45 000
Formation des enseignants contractuels, base 2	50 000
Réhabilitation 3000 ouvrages hydrauliques	2 250 000
Programme construction nouveaux points d'eau	2 500 000
Formation sur le fichier intégré de la fonction publique	100 000
Equipement des centres multifonctionnels	120 000
Equipement des centres d'accueil des enfants en difficulté	120 000
Construction du siège du CESOC	500 000

Il faut remarquer que ces programmes viennent s'ajouter à ceux dont la mise en œuvre a déjà commencé en 2006.

5- Les comptes spéciaux du trésor

Les prévisions du budget 2007 retenues au titre des Comptes Spéciaux du Trésor, s'élèvent à treize milliards six cent soixante douze millions deux cent dix mille (13.672.210.000) francs CFA, contre sept milliards sept cent soixante seize millions cinq cent soixante neuf mille (7.776.569.000) francs CFA, soit une augmentation de 5.895.641.000 francs, correspondant à 75,81%.

La variation constatée, par rapport à l'année 2006, est due essentiellement à l'augmentation des prévisions au titre du Fonds national des retraites (5,7 milliards). En outre, on constate une hausse des prévisions au niveau du magasin sous douanes (+165 millions) et du Fonds du développement du tourisme (+30 millions).

Au titre du projet de loi de finances pour l'année budgétaire 2007, les comptes spéciaux du trésor ouverts sont les suivants (en milliers de FCFA) :

<i>Intitulé</i>	<i>Prévision</i>
Fonds national de retraite	8 908 618
Magasin sous douanes	728 454
Fonds de développement du tourisme	131 000
Affrètement avions	3 377 138
Fonds spécial d'étude et de contrôle	250 000
Exploitation du matériel du génie militaire	277 000
Total	13 672 210

Monsieur le Président,

Mesdames et messieurs les députés,

Telles sont les grandes lignes du projet de loi de finances 2007, soumises à l'appréciation de votre auguste Assemblée.

Le ministre de l'économie et des finances

Ali Mahaman Lamine Zeine

Loi n° 2006-32 du 4 décembre 2006, portant loi de finances pour l'année budgétaire 2007.

Vu la Constitution du 9 août 1999.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE 1 : MESURES PERMANENTES

Article premier: - A compter du 1^{er} janvier 2007, l'article 11 de la loi n° 2003-02 du 02 janvier 2003 modifiant les dispositions de la section VII du titre III du régime fiscal et domanial de la République du Niger, relatives à la taxe sur le pari mutuel institué par l'ordonnance n°96-48 du 15 août 1996 est modifié ainsi qu'il suit :

Les dispositions de la section VII, II/ relatives aux gains de loterie (articles 7 à 10) sont abrogées.

Art. 2 - A compter du 1^{er} janvier 2007, les banques, les établissements financiers et les compagnies de transports aériens publics sont autorisés à composer les timbres fiscaux de-quitance par procédé électronique.

Cette modalité peut être étendue, s'il y a lieu, à d'autres secteurs d'activités, sur autorisation du ministre chargé des finances.

Le procédé ainsi autorisé est sans préjudice des autres modes d'apposition des timbres fiscaux.

Art. 3 - A compter du 1^{er} janvier 2007, il est institué une nouvelle modalité d'exigibilité des patentes ordinaires et synthétique ainsi libellée :

Le démarrage d'une activité professionnelle n'est pas conditionné par le paiement par avance de la contribution des patentes à l'exception de celle payée par ticket valeur.

Art. 4 - A compter du 1^{er} janvier 2007, les articles 292 et 293 du Code de l'enregistrement, portant sur les ventes et autres actes translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles à titre onéreux sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article 292 : Sous réserve de ce qui est dit aux articles 295 et suivants, les adjudications, ventes, reventes, rétrocessions, les retraits exercés après l'expiration des délais convenus par les contrats de vente sous faculté de réméré et tous autres actes civils et judiciaires translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles à titre onéreux *sont assujettis à un droit de 5%.*

Article 293 : Les adjudications à la folle enchère de biens de même nature sont assujetties au même droit de 5% mais seulement sur ce qui excède le prix de la précédente adjudication si le droit en a été acquitté.

Art. 5 - A compter du 1^{er} janvier 2007, l'article 420 du chapitre IV, sur le timbre des quittances -tarif, est ainsi modifié:

Le droit de timbre-quitance est fixé à 150 frs.

Art. 6 - A compter du 1^{er} janvier 2007, il est créé une section IX au titre III du régime fiscal et domanial de la République du Niger, instituant la taxe à l'embarquement sur les billets d'avion émis sur le territoire de la République du Niger intitulée « *Taxe à l'embarquement sur le transport aérien de personnes* ».

La taxe est composée d'un droit fixe et d'une surtaxe affectée. Le produit du droit fixe est perçu au profit du budget de l'Etat.

Le produit de la surtaxe, au titre de la contribution internationale de solidarité sur les billets d'avion, est versé dans un fonds fiduciaire dont la gestion relèvera d'une organisation internationale agréée par les pouvoirs publics et les donateurs.

Article 1 : Personnes redevables :

La taxe est exigible des compagnies de transport aérien public.

1- Champ d'application

La taxe est assise sur le nombre de passagers, quelles que soient les conditions tarifaires accordées par le transporteur, à l'exception :

- des personnels dont la présence à bord est directement liée au vol considéré, notamment les membres d'équipage assurant le vol, les agents de sûreté ou de police ;
- des enfants de moins de deux (2) ans ;
- des passagers en transit direct effectuant un arrêt momentané sur l'aéroport et repartant par le même aéronef avec un numéro de vol au départ identique au numéro de vol de l'aéronef à bord duquel ils sont arrivés ;
- des passagers reprenant leur vol après un atterrissage forcé en raison d'incidents techniques, de conditions atmosphériques défavorables ou de tout autre cas de force majeure.

Elle est exigible pour chaque vol commercial.

2- Pour la perception de la taxe, ne sont pas considérés comme des vols commerciaux de transport aérien public :

- les vols officiels exclusifs ;
- les évacuations sanitaires d'urgence ;
- l'assistance humanitaire d'urgence.

Article 2 : Modalités de liquidation et de recouvrement :

1- le droit fixe est fixé comme suit :

5.000 francs par passager, acquitté par l'apposition d'un timbre fiscal papier mobile sur la carte d'embarquement ou par pré-impression électronique du timbre après en avoir acquitté le droit correspondant.

Les entreprises de transport aérien public ont l'obligation de faire affranchir chaque billet de voyage par la quotité de timbre ci-dessus prescrite, sous peine des amendes applicables en matière de droit de timbre.

2- La surtaxe est fixée comme suit :

	Passagers de la "première classe" ou classe "Affaires"	Passagers de la classe économique
Vois intérieurs ou à destination d'un pays de la zone UEMOA, sous réserve de réciprocité	2000 francs	500 francs
Passagers embarqués à destination d'un autre pays	10.000 francs	2.500 francs

La surtaxe est liquidée et perçue en même temps que le prix du billet émis. Une mention expresse de la taxe est transcrite sur le billet ou tout document en tenant lieu.

Les entreprises de transport aérien déclarent, au plus tard le 15 de chaque mois, sur un imprimé fourni par l'administration fiscale, le nombre de passagers embarqués le mois précédent pour les vols effectués au départ ou à l'intérieur du territoire de la République du Niger.

Cette déclaration, accompagnée du moyen de paiement de la taxe due, est adressée au receveur des impôts territorialement compétent.

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, le recouvrement de la taxe est assuré selon les procédures, sûretés, garanties et sanctions applicables en matière d'impôts indirects.

Les réclamations sont présentées, instruites et jugées comme en matière d'impôts indirects.

En matière de contrôle, les insuffisances et les sanctions y afférentes sont notifiées comme en matière d'impôts indirects.

Art. 7 – A compter du 1^{er} janvier 2007, l'article 7 du livre VII de l'enregistrement et taxes assimilées sur le tarif de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur est modifié, ainsi qu'il suit :

Catégories	Véhicules à moteur destinés au transport public de personnes et de marchandise	Autres véhicules à moteur
de 1 à 2 cv	5.000frs	5 000frs
de 3 à 6 cv	10.000frs	15.000frs
de 7 à 11 cv	15.000frs	20.000frs
de 12 à 14 cv	20.000frs	25.000frs
de 15 à 19 cv	25.000frs	35.000frs
de 20 à 24 cv	35.000frs	45.000frs
de 25 cv et plus	50.000frs	60.000frs

Acompte provisionnel

Art. 8 – A compter du 1^{er} janvier 2007, l'article 119C de la section VI du titre I du régime fiscal et domanial de la République du Niger est modifié ainsi qu'il suit :

Article 119C (nouveau) : L'acompte provisionnel est égal à 60% du montant de l'impôt cédulaire ou de l'impôt minimum forfaitaire dû au titre de l'exercice précédent.

Art. 9 – A compter du 1^{er} janvier 2007, l'article 121 de la Section VI du Titre I du régime fiscal et domanial de la République du Niger est modifié ainsi qu'il suit :

Les commerçants, importateurs, industriels, producteurs entrepreneurs de travaux publics et bâtiments, prestataires de services, sont tenus de fournir une Attestation de situation fiscale (ASF) :

1°/ pour toute demande d'agrément, toute soumission aux marchés publics, toute adhésion à la chambre de commerce ;

2°/ pour les bons de commande publique.

L'attestation de situation fiscale est délivrée par l'administration fiscale à la demande du contribuable et est valable pour une durée de trois (3) mois, en son original ou sa copie légalisée, dans les deux (2) cas cités ci-dessus.

Art. 10 – L'article premier de la section II du titre III du régime fiscal et domanial de la République du Niger est modifié ainsi qu'il suit :

Section II : Droits d'accises :

I-AFFAIRES IMPOSABLES ET TAUX :

Article premier (nouveau) : Les cessions à titre onéreux, gratuit ou de fait, des produits suivants, aux conditions de livraison dans le territoire du Niger, sont soumises aux droits d'accises aux taux ci-après :

NTS/UEMOA (Code)	Désignation	Taux
08 02 90 10 00	Noix de colas	15% ad valorem
09 02	Thé	12% ad valorem
Ex chapitre 15	Huiles et corps gras alimentaires	15% ad valorem
20 09	Jus de fruits (y compris les moûts de raisin) ou de légumes, non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants	15% ad valorem
22 02	Eaux, y compris les eaux minérales et les eaux gazéifiées, additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisées et autres boissons non alcooliques, à l'exception des jus de fruits ou de légumes du n°20 09	15% ad valorem
22 03	Bière de malt	25% ad valorem
22 04 à 22 06 et 22 08	Autres boissons alcoolisées	45% ad valorem
24 02	Cigares, cigarettes et cigarillos	40%
24 03	Autres tabacs et succédanés de tabacs fabriqués, tabacs "homogénéisés" en "reconstitués"; extraits et sauces de tabacs	40% ad valorem
33 03 à 33 07	Produits de parfumerie et de cosmétiques	15% ad valorem

Les cessions faites par les maisons principales à leurs succursales ou magasins de détail et celles effectuées par les coopératives ou groupements d'achat à leurs membres sont imposables aux droits d'accises.

Sont assimilés à des cessions :

- les prélèvements effectués par les commerçants ou fabricants pour leurs besoins propres ;
- l'affectation à la consommation personnelle ou familiale par toute personne lorsque ladite affectation est consécutive à des entrées directes de produits provenant de l'extérieur du Niger.

Art. 11 – A compter du 1^{er} janvier 2007, l'article 348 bis du titre VII du régime fiscal et domanial de la République du Niger est modifié ainsi qu'il suit :

Article 348 bis (nouveau) : Lorsque la déclaration tardive ne comporte aucun droit devant servir de base à la détermination de l'indemnité proportionnelle de retard, il est dû, outre les astreintes de cinq mille (5.000) francs par mois de retard :

- 25.000 francs pour chaque déclaration mensuelle ;
- 50.000 francs pour chaque déclaration annuelle.

Au préalable, l'administration doit notifier l'astreinte au contribuable. Elle est décomptée à partir du mois où le service a notifié le défaut de dépôt et prend fin à la date de réception de la déclaration.

Art. 12 – A compter du 1^{er} janvier 2007, il est mis aux usages des contribuables les liasses harmonisées du Système comptable ouest africain (SYSCOA). Toutefois, les anciennes liasses peuvent être acceptées à titre transitoire uniquement pour la déclaration de l'exercice 2006.

Art. 13 – A compter du 1^{er} janvier 2007, l'article 130, III, de la section 3 du chapitre III du Code de recouvrement est ainsi complété :

Article 130 alinéa 3 (création) :

Pendant la période de fermeture, le propriétaire de l'établissement est d'office constitué gardien.

Art. 14 – A compter du 1^{er} janvier 2007, il est ajouté à l'alinéa 2 de l'article 329 du titre VI relatif au contrôle fiscal, les points suivants :

1. l'administration a l'obligation, dès promulgation de la charte du contribuable vérifié, d'accompagner chaque avis de vérification d'un exemplaire de ladite charte, *sous peine de nullité* ;
2. le délai à observer entre la date d'envoi de l'avis de vérification et la première intervention sur place est de *sept (07) jours calendaires au moins*. Le délai accordé à l'entreprise pour demander le report de la date de la première intervention est de quarante huit (48) heures, après réception de l'avis de vérification ;
3. le délai dont dispose l'administration pour informer le contribuable du changement de la date de la première intervention est de quarante huit (48) heures, à partir de la date retenue pour la première intervention.

Art. 15 – A compter du 1^{er} janvier 2007, il est ajouté un dernier alinéa à l'article 330 du titre VI relatif au contrôle fiscal :

Article 330 : Pour une meilleure maîtrise et un meilleur contrôle de l'assiette, l'administration fiscale peut commettre des experts, pour assistance ou avis, afin de s'assurer de la fiabilité des systèmes et traitements électroniques, informatiques, internet et les informations qui y sont stockées, à des fins strictement fiscales.

Art. 16 – « A compter du 1^{er} janvier 2007, il est créé un alinéa "d bis)" à l'article 324 et un dernier alinéa à l'article 329 du titre VI du régime fiscal et domanial de la République du Niger relatifs au contrôle fiscal institué par la loi n°93-008 du 27 décembre 1993, portant loi de finances pour l'exercice budgétaire 1994 ainsi libellés :

Article 324 :

... d bis) Le contrôle ponctuel sur place qui consiste en la vérification ciblée portant, sans préjudice des autres types de contrôle, sur un ou plusieurs impôts et taxes.

Article 329 : Dernier alinéa : la durée d'un contrôle ponctuel ne peut excéder un (1) mois calendaire.

Art. 17 – A compter du 1^{er} janvier 2007, les articles 321 et 334, du Titre VI relatif au contrôle fiscal sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article 321 (nouveau) : A moins qu'un délai plus long ne soit prévu par les lois et règlements en vigueur, le délai accordé aux contribuables pour répondre aux demandes de renseignements, de justifications et d'une manière générale à toute notification émanant d'un agent compétent de l'administration des impôts, est fixé à vingt (20) jours calendaires à compter de la réception de cette notification.

Article 334 (nouveau) : L'administration des impôts adresse au contribuable une notification de redressement qui doit être motivée de manière à lui permettre de présenter ses observations ou de faire connaître son acceptation dans un délai de *vingt (20) jours calendaires*, à compter de la date de réception de la notification.

Ces dispositions abrogent toutes dispositions antérieures contraires.

Art. 18 – A compter du 1^{er} janvier 2007, l'article 1^{er} du livre X du régime fiscal et domanial de la République du Niger sur la taxe de publicité commerciale extérieure est modifiée ainsi qu'il suit :

Article 1^{er} : Il est institué au profit des budgets de l'Etat et des collectivités territoriales, une taxe sur la publicité commerciale extérieure sur des *supports fixes constitués* d'affiches, placards, panneaux, enseignes lumineuses ou tout autre procédé électronique ou laser, installés sur le domaine public de l'Etat.

1) Des personnes imposables :

Est imposable à la taxe sur la publicité commerciale extérieure, toute personne physique ou morale exploitant pour son besoin de publicité les supports visés au paragraphe précédent. Ces supports doivent porter la marque, le nom ou tout autre signe distinctif indiquant un lien direct avec le bénéficiaire de la publicité.

2) De la personne qui doit payer la taxe :

Le redevable de la taxe est le propriétaire des supports. Toutefois, lorsque les supports sont gérés par une agence de communication ou de publicité, la taxe est acquittée par celle-ci pour le compte du bénéficiaire de la publicité.

3) De la matière imposable :

Il s'agit de supports fixes installés sur le domaine public de l'Etat. La permanence du support est essentielle sans discrimination de la dimension.

Chaque imposition de l'utilisation d'un des domaines est exclusive de l'autre. Chaque entité procède à l'imposition pour son propre compte et en assure le recouvrement.

Art. 19 – A compter du 1^{er} janvier 2007, l'article 2 de la Loi n° 2005-26 du 16 novembre 2005 portant Loi de finances pour l'année budgétaire 2006, créant un Livre X au code de l'enregistrement et du timbre est modifié et complété ainsi qu'il suit :

Art 54 bis (nouveau) : Toute personne physique ou morale se livrant à des opérations d'intermédiaire pour la location ou la vente d'immeubles, indépendamment des prescriptions d'ordre général visées aux articles 47 et suivants de la section IV et 112 et 113 de la section VI du Titre I, doit :

- tenir un registre, coté et paraphé, présentant jour par jour, les opérations effectuées avec nom, prénoms, adresse du bailleur et du locataire ou du vendeur et de l'acheteur, selon le cas.

Les sanctions applicables aux manquements aux dispositions ci-dessus, sont celles applicables en matière d'impôts indirects.

Art. 20 – A compter du 1^{er} janvier 2007, l'article 220 bis de la section VI du titre II du régime fiscal et domanial de la République du Niger est abrogé.

Art. 21 – Article 27 bis alinéa 6 de la section 1 du titre I du régime fiscal et domanial de la République du Niger :

Section III - Impôt du minimum forfaitaire (IMF)

A compter du 1^{er} janvier 2007, l'article 2 de la loi n°2000-23 du 20 décembre 2000 portant loi de finances pour l'année budgétaire 2001, précisant la base d'imposition à l'impôt du minimum forfaitaire, est modifié comme suit :

« L'impôt du minimum forfaitaire est assis annuellement sur le chiffre d'affaires réalisé au cours du dernier exercice comptable intervenu. Toutefois, pour les gérants libres des stations services, pour les hydrocarbures, la base de calcul dudit impôt est la marge brute déterminée sur la même période ».

Art. 22 – A compter du 1^{er} janvier 2007, il est institué au profit de l'administration fiscale un droit d'enquête préparatoire aux actions de contrôle et de vérification. A ce titre, il est créé un article 124 (XVI) à la section VI du titre I relatif aux dispositions générales du régime fiscal de la République du Niger comme suit :

XVI Droit d'enquête :

Article 124 (création) : Le droit d'enquête vise la recherche des manquements aux règles de facturation auxquelles sont soumis les assujettis *aux impôts et taxes de toute nature* en application du régime fiscal et domanial.

Il est exercé par les agents commissionnés en service au sein de l'administration fiscale ayant au moins le grade de contrôleur qui peuvent se faire présenter les factures, la comptabilité matière ainsi que les livres, les registres matériel ou immatériels et les documents professionnels pouvant se rapporter à des opérations ayant donné ou devant donner lieu à facturation et procéder à la constatation matérielle des éléments physiques de l'exploitation.

Un avis d'enquête est remis lors de la première intervention ou convocation. En l'absence de l'assujetti ou de son représentant, l'avis est remis à la personne qui reçoit les enquêteurs.

Les enquêteurs peuvent avoir accès de 8 heures à 19 heures et durant les heures d'activité professionnelle de l'assujetti aux locaux à usage professionnel, à l'exclusion des parties de ces locaux affectées au domicile privé, ainsi qu'aux terrains et entrepôts. Ils ont également accès aux moyens de transport à usage professionnel et à leur chargement.

Ils peuvent se faire délivrer copie des pièces se rapportant aux opérations devant donner lieu à facturation.

Ils peuvent recueillir sur place ou sur convocation des renseignements et justifications. Les auditions donnent lieu à l'établissement des comptes rendus d'audition.

Chaque intervention fait l'objet d'un procès-verbal relatant tous les faits et éléments constatés sur place. Il est daté et contre-signé par l'agent et le contribuable.

Un procès-verbal de synthèse des interventions est rédigé au plus tard dans les trente jours qui suivent la dernière intervention sur place ou la dernière convocation. Il consigne les manquements constatés aux règles de la facturation ou l'absence de ces manquements et doit être signé par l'enquêteur ainsi que par l'assujetti ou son représentant. En cas de refus de signer, mention est faite au procès verbal.

Le contribuable dispose d'un délai de trente jours pour faire valoir ses observations.

La période sur laquelle porte le droit d'enquête ne peut excéder le délai de reprise visé à l'article 102 de la section VI relative aux dispositions générales.

S'agissant d'une opération préparatoire, l'enquête définie au présent article ne relève pas des procédures de contrôle de l'impôt.

Toute opposition au droit d'enquête est sanctionnée par les dispositions réprimant l'opposition à contrôle.

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

Art. 23 – Sous réserve des dispositions de la présente loi, continueront d'être opérées pendant l'année budgétaire 2007, conformément aux dispositions législatives en vigueur :

- la perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat ;

- la perception des impôts, produits et revenus affectés aux collectivités territoriales, aux établissements et organismes publics dûment habilités.

Art. 24 – Les comptables publics sont personnellement et pécuniairement responsables de l'encaissement régulier des recettes dont le recouvrement leur est confié.

Est considéré comme détournement de deniers publics et passible de poursuites administratives et judiciaires, conformément à la législation en vigueur, le non-reversement au Trésor Public dans les délais réglementaires des ressources collectées par les régies de recettes.

Art. 25 – Sans préjudice des sanctions prévues par la loi, il est interdit à tout président d'institution ou ministre d'intervenir en faveur des organismes relevant de sa tutelle dans le but d'interrompre ou d'empêcher la mise en œuvre des procédures légales et réglementaires de recouvrement reconnues aux comptables publics.

Art. 26 – Les régisseurs de recettes de l'Etat sont tenus de verser les produits qu'ils recouvrent au trésor public dans les délais prévus par les textes en vigueur.

Tout manquement à cette disposition est considéré comme un détournement de deniers publics et sera passible de poursuites, conformément à la législation en vigueur.

TITRE III : MESURES D'ORDRE FINANCIER

Art. 27 – Les obligations de l'Etat vis-à-vis des fournisseurs de l'administration ne peuvent être contractées que par les autorités habilitées à le faire, en vertu des lois et règlements ou par les agents de l'Etat ayant reçu délégation de ces autorités et lorsque les crédits nécessaires à l'exécution financière de ces obligations sont inscrits au budget et ont fait l'objet d'un engagement comptable dans les formes réglementaires prévues à cet effet.

Toute prestation effectuée en dehors de ces formes réglementaires, quelle que soit la qualité de la personne qui a effectué la commande, sera réputée être un acte d'ordre privé, intervenu entre celle-ci et le fournisseur. Aucun recours auprès de l'administration ne sera recevable dans ce cas.

Art. 28 – Le Président de la République est autorisé à contracter, au nom de l'Etat, les emprunts prévus par la loi de finances et ceux destinés au financement des projets inscrits dans le programme d'investissement de l'Etat.

Art. 29 – Dans le cadre de la gestion de la dette intérieure et de l'exécution de ses opérations de trésorerie, l'Etat pourra recourir à la titrisation et à l'emprunt public par émission de « bons de trésor » et d'obligations.

Les conditions d'émission de ces valeurs seront précisées par voie réglementaire.

Art. 30 – Les montants des impôts, taxes et pénalités y relatives, recouverts par compensation, sont exclus de la base de calcul des remises accordées aux agents du ministère chargé des finances.

La présente disposition s'applique également aux calculs des remises accordées aux membres des Commissions ou Comités, créés par l'Etat en vue du recouvrement de deniers publics ou de la récupération de biens de l'Etat ou de ses démembrements.

TITRE IV : DISPOSITIONS RELATIVES AUX DÉPENSES

Art. 31 – Les crédits ouverts au budget de l'Etat, à l'exception de ceux destinés aux dépenses de personnel, constituent des autorisations maximales et non des obligations de dépenses.

Art. 32 – Pour la gestion 2007, le ministre chargé des finances pourra, si la situation de la trésorerie de l'Etat l'exige, prendre toutes dispositions susceptibles de réguler le rythme des engagements et ordonnancements des charges de l'Etat.

TITRE V : EVALUATION DES RESSOURCES DU BUDGET

Art. 33 – Les ressources du budget de l'Etat pour l'année budgétaire 2007 sont évaluées à quatre cent quatre vingt dix huit milliards quatre cent trente deux millions cent trente huit mille (498.432.138.000) francs CFA. Elles se répartissent comme suit (en milliers de francs) :

Rubriques	Nomenclature	LF2007CFA
12	Dons Projets et legs	144 964 173
15	Tirages sur emprunts projets	48 579 350
16	Emprunts programmes	34 234 000
23	Immeubles	181 732
71	Recettes fiscales	226 393 911
72	Recettes non fiscales	9 905 259
76	Recettes exceptionnelles	34 173 713
Total général		498 432 138

La répartition détaillée des recettes par nature est établie conformément au tableau ci-après (en milliers de francs) :

Rubriques	Nomenclature	LF2007CFA
TITRE 0	RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT	
Article 12	Dons Projets et legs	
<i>Paragraphe</i>	<i>121 Dons projets des institutions internationales mondiales</i>	
0 121 11	Dons et Legs	109 613 616
Total paragraphe 121		109 613 616
<i>Paragraphe</i>	<i>125 Fonds de concours</i>	
0 125 10	Dettes rattachées	154 557
0 125 30	Aides budgétaires	35 196 000
Total paragraphe 125		35 350 557
Total article 12		144 964 173
Article 15	Tirages sur emprunts projets	
<i>Paragraphe</i>	<i>151 Emprunts projets multilatéraux</i>	
0 151 10	Emprunts projets	48 579 350
Total paragraphe 151		48 579 350
Total article 15		48 579 350
Article 16	Emprunts programmes	
<i>Paragraphe</i>	<i>161 Emprunts d'ajustement structurel multilatéraux</i>	
0 161 10	Tirage sur le FMI	1 434 000
0 161 20	Ressources P.A.S	32 800 000
Total paragraphe 161		34 234 000
Total article 16		34 234 000
Article 23	Immeubles	
<i>Paragraphe</i>	<i>232 Bâtiments administratifs à usage de logement (civils et militaires)</i>	
0 232 10	Vente d'immeubles bâtis	181 732
Total paragraphe 232		181 732
Total article 23		181 732

Rubriques		Nomenclature	LF2007CFAN
Article	71	Recettes fiscales	
<i>Paragraphe</i>	<i>711</i>	<i>Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital</i>	
0	711 10	Bénéfices industriels et commerciaux (BIC)	24 600 610
0	711 20	Bénéfices non commerciaux (BNC)	1 951 954
0	711 30	Impôt sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM)	1 070 794
0	711 40	Amendes et confiscations de la DGI	1 658 552
0	711 50	Amendes et pénalités trésor	100 000
<i>Total paragraphe 711</i>			<i>29 382 010</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>712</i>	<i>Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations</i>	
0	712 10	Impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS)	13 577 923
0	712 20	Impôt général sur le revenu (I.G.R)	242 310
<i>Total paragraphe 712</i>			<i>13 820 233</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>713</i>	<i>Impôts sur le patrimoine</i>	
0	713 10	Taxe immobilière	1 268 288
0	713 20	Taxe foncière	2 067 639
0	713 40	Taxe spéciale sur la plus value immobilière	704 247
<i>Total paragraphe 713</i>			<i>4 040 174</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>715</i>	<i>Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services</i>	
0	715 11	Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à l'intérieur	38 257 073
0	715 30	Taxe inique sur les assurances	782 217
0	715 41	Taxe différentielle sur les véhicules à moteur	938 830
0	715 43	Taxe sur les recettes des loteries	1 332 704
0	715 51	Taxe d'apprentissage (TA)	550 704
0	715 52	Patente synthétique (PS)	1 177 517
0	715 53	Permis de chasse et de visite	33 042
0	715 54	Taxe sur les armes à feu	12 115
0	715 55	Droits miniers, taxes et redevances minières	132 169
0	715 57	Droit d'occupation du domaine public	567 765
0	715 61	Taxe sur les boissons alcooliques (TBA)	1 090 394
0	715 62	Taxe sur les tabacs et cigarettes (TTC)	4 065 000
0	715 63	Autres droits d'accises	4 677 763
0	715 64	Taxe forfaitaire sur l'exercice des activités de réexportation et/ou transit de tabacs et cigarettes	60 000
0	715 65	Taxe sur la publicité commerciale extérieure	35 568
0	715 91	Taxe sur certains frais généraux des entreprises (TCFGE)	550 704
0	715 92	Redevances minières	6 507 040
<i>Total paragraphe 715</i>			<i>60 770 605</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>716</i>	<i>Droits de timbre et d'enregistrement</i>	
0	716 10	Droits de timbre	2 843 605
0	716 20	Droits d'enregistrement	6 362 412
<i>Total paragraphe 716</i>			<i>9 206 017</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>717</i>	<i>Droits et taxes à l'importation</i>	
0	717 10	Droits de douane à l'importation (DD)	26 000 000
0	717 20	Redevance statistique à l'importation(RSI)	3 000 000
0	717 21	Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation	47 000 000
0	717 30	Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP)	7 600 000
0	717 50	Amendes et confiscations en douane	300 000
<i>Total paragraphe 717</i>			<i>83 900 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>718</i>	<i>Droits et taxes à l'exportation</i>	
0	718 10	Redevance statistique à l'exportation (RSE)	2 200 000
0	718 20	Taxe spéciale à la réexportation	16 000 000
<i>Total paragraphe 718</i>			<i>18 200 000</i>

LF2007CFAN

<i>Rubriques</i>	<i>Nomenclature</i>	
<i>Paragraphe</i>	719	Autres recettes fiscales
0 719 10	Reversement UEMOA	3 500 000
0 719 20	Taxe de vérification des poids et mesures	2 000
0 719 30	Taxe de contrôle des Ets danger.incom.insalubres (EDII)	5 000
0 719 41	Taxe de contrôle sur les métaux précieux	20 000
0 719 98	Impôt forfaitaire sur le droit de propriété foncière	3 547 872
<i>Total paragraphe 719</i>		7 074 872
Total article 71		226 393 911
Article 72	Recettes non fiscales	
<i>Paragraphe</i>	721	Revenus de l'entreprise et du domaine
0 721 10	Retenue pour logements	24 231
0 721 20	Permis de coupe de bois	55 070
0 721 30	Recettes des régies forestières	165 211
0 721 40	Location d'immeubles	116 899
0 721 50	Publicité foncière	1 114 612
0 721 60	Concessions provisoires	121 155
0 721 70	Concessions définitives	60 494
0 721 80	Bornage des terrains	6 058
<i>Total paragraphe 721</i>		1 663 730
<i>Paragraphe</i>	722	Droits et frais administratifs
0 722 10	Droit de chancellerie	7 000
0 722 20	Présidence/ Journal Officiel et publication	25 000
<i>Total paragraphe 722</i>		32 000
<i>Paragraphe</i>	723	Amendes et condamnations pécuniaires
0 723 10	Amendes et frais de justice	50 000
0 723 20	Amendes et pénalités Police	280 000
0 723 30	Amendes et pénalités Gendarmerie	500 000
0 723 40	Amendes et saisies forêts et chasse	22 028
<i>Total paragraphe 723</i>		852 028
<i>Paragraphe</i>	724	Produits financiers
0 724 11	Domaine mobilier	145 386
0 724 20	Dividendes	2 000 000
0 724 95	Commission de transfert BCEAO	1 000 000
<i>Total paragraphe 724</i>		3 145 386
<i>Paragraphe</i>	729	Autres recettes non fiscales
0 729 10	Prélèvements sur les honoraires des greffiers et huissiers	12 115
0 729 94	Recettes portuaires	4 000 000
0 729 95	Recettes diverses (5èmes jeux de la Francophonie)	200 000
<i>Total paragraphe 729</i>		4 212 115
Total article 72		9 905 259
Article 76	Recettes exceptionnelles	
<i>Paragraphe</i>	769	Autres recettes exceptionnelles
0 769 90	Ressources PPTE	34 000 000
0 769 92	Autres recettes diverses(DGI)	53 713
0 769 93	Autres recettes diverses(TGN)	120 000
<i>Total paragraphe 769</i>		34 173 713
<i>Total article 76</i>		34 173 713
TOTAL TITRE 0		498 432 138
TOTAL GÉNÉRAL		498 432 138

TITRE VI : EVALUATION DES CHARGES DU BUDGET

Art. 34 – Le plafond des crédits ouverts au budget de l'Etat, au titre de l'année 2007, s'élève à quatre cent quatre vingt dix huit milliards quatre cent trente deux millions cent trente huit mille (498.432.138.000) francs CFA. Ce plafond se répartit par titre comme suit (en milliers de francs) :

Titre 1- Dette publique	29.720.565 F
Titre 2- Personnel	73.312.030 F
Titre 3- Achats de biens et service	62.029.388 F
Titre 4- Subventions et transferts	89.452.225 F
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	243.917.930 F

La répartition détaillée, par section et par titre, est établie conformément au tableau ci-après (en milliers de francs) :

<i>Titre</i>	<i>Libellé</i>	<i>LF2007</i>
Section 01	Assemblée nationale	
Titre 2	Dépenses de personnel	662 886
Titre 3	Dépenses de fonctionnement	4 954 192
Titre 4	Subventions et autres transferts courants	467 686
Titre 5	Investissements exécutés par l'État	421 000
Total 01		6 505 764
Section 02	Conseil supérieur de la communication	
Titre 2	Dépenses de personnel	76 040
Titre 3	Dépenses de fonctionnement	53 261
Titre 4	Subventions et autres transferts courants	84 500
Titre 5	Investissements exécutés par l'État	60 267
Total 02		274 068
Section 03	Cabinet du Premier ministre	
Titre 2	Dépenses de personnel	374 778
Titre 3	Dépenses de fonctionnement	2 066 823
Titre 4	Subventions et autres transferts courants	560 000
Titre 5	Investissements exécutés par l'État	7 673 048
Total 03		10 674 649
Section 05	Présidence de la République	
Titre 2	Dépenses de personnel	622 077
Titre 3	Dépenses de fonctionnement	2 243 406
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat	453 326
Total 05		3 318 809
Section 06	Ministère des enseignements secondaire et supérieur, de la recherche et de la technologie	
Titre 2	Dépenses de personnel	7 241 926
Titre 3	Dépenses de fonctionnement	2 208 171
Titre 4	Subventions et autres transferts courants	12 990 139
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat	3 319 603
Total 06		25 759 839
Section 07	Cour constitutionnelle	
Titre 2	Dépenses de personnel	145 834
Titre 3	Dépenses de fonctionnement	152 464
Titre 4	Subventions et autres transferts courants	4 500
Total 07		302 798

Titre Libellé			LF2007
Section 08	Ministère de la culture, des arts et de la communication		
Titre 2	Dépenses de personnel		106 380
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		114 677
Titre 4	Subventions et autres transferts courants		1 836 440
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat		1 853 510
Total 08			3 911 007
Section 09	Ministère de la jeunesse, des sports et des jeux de la Francophonie		
Titre 2	Dépenses de personnel		675 368
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		195 604
Titre 4	Subventions et autres transferts courants		611 032
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat		41 697
Total 09			1 523 701
Section 10	Commission nat. droits de l'Homme et libertés fondamentales		
Titre 2	Dépenses de personnel		92 600
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		105 926
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat		34 795
Total 10			233 321
Section 11	Ministère de la formation professionnelle et technique, chargé de l'emploi des jeunes		
Titre 2	Dépenses de personnel		44 288
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		595 182
Titre 4	Subventions et autres transferts courants		796 091
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat		50 615
Total 11			1 486 176
Section 12	Ministère des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine		
Titre 2	Dépenses de personnel		3 120 342
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		2 082 093
Titre 4	Subventions et autres transferts courants		108 877
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat		514 616
Total 12			5 825 928
Section 15	Ministère de la défense nationale		
Titre 2	Dépenses de personnel		12 420 000
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		6 436 420
Titre 4	Subventions et autres transferts courants		23 960
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat		3 420 728
Total 15			22 301 108
Section 16	Conseil économique, social et culturel		
Titre 2	Dépenses de personnel		117 805
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		235 200
Total 16			353 005
Section 17	Ministère de la justice, garde des sceaux		
Titre 2	Dépenses de personnel		1 079 819
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		2 012 360
Titre 4	Subventions et autres transferts courants		160 000
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat		819 789
Total 17			4 071 968
Section 18	Médiature		
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		100 000
Total 18			100 000

Titre Libellé			LF2007
Section 19	Haute Cour de justice		
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		147 800
Titre 4	Subventions et autres transferts courants		11 000
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat		68 500
Total 19			227 300
Section 20	Cour de cassation		
Titre 2	Dépenses de personnel		50 618
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		69 758
Titre 4	Subventions et autres transferts courants		3 000
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat		25 248
Total 20			148 624
Section 21	Conseil d'Etat		
Titre 2	Dépenses de personnel		50 619
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		67 740
Titre 4	Subventions et autres transferts courants		1 000
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat		23 248
Total 21			142 607
Section 22	Cour des comptes		
Titre 2	Dépenses de personnel		50 619
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		67 704
Titre 4	Subventions et autres transferts courants		3 500
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat		225 248
Total 22			347 071
Section 23	Ministère chargé des relations avec les Institutions		
Titre 2	Dépenses de personnel		49 355
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		102 700
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat		70 485
Total 23			222 540
Section 24	Secrétariat général du Gouvernement (SGG)		
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		106 502
Titre 4	Subventions et autres transferts courants		12 000
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat		30 000
Total 24			148 502
Section 25	Ministère de l'intérieur et de la décentralisation		
Titre 2	Dépenses de personnel		8 386 133
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		4 272 957
Titre 4	Subventions et autres transferts courants		60 000
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat		1 991 023
Total 25			14 710 113
Section 26	Haut conseil des collectivités territoriales		
Titre 2	Dépenses de personnel		102 805
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		252 600
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat		175 000
Total 26			530 405

Titre Libellé			LF2007
Section 41	Ministère de la fonction publique et du travail		
Titre 2	Dépenses de personnel		327 052
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		216 706
Titre 4	Subventions et autres transferts courants		91 758
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat		1 141 109
Total 41			1 776 625
Section 47	Ministère de l'économie et des finances		
Titre 1	Amortissements et charges de la dette publique et dépenses en atténuation des recettes des gestions antérieures		29 720 565
Titre 2	Dépenses de personnel		3 857 399
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		18 445 007
Titre 4	Subventions et autres transferts courants		36 797 569
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat		48 367 437
Total 47			137 187 977
Section 51	Ministère du tourisme et de l'artisanat		
Titre 2	Dépenses de personnel		89 668
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		116 200
Titre 4	Subventions et autres transferts courants		107 000
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat		249 963
Total 51			562 831
Section 52	Ministère du commerce, de l'industrie et de la promotion du secteur privé		
Titre 2	Dépenses de personnel		247 480
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		504 186
Titre 4	Subventions et autres transferts courants		162 668
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat		36 885
Total 52			951 219
Section 53	Ministère des transports		
Titre 2	Dépenses de personnel		109 898
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		143 831
Titre 4	Subventions et autres transferts courants		77 000
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat		249 700
Total 53			580 429
Section 54	Ministère du développement agricole		
Titre 2	Dépenses de personnel		1 373 606
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		1 478 970
Titre 4	Subventions et autres transferts courants		1 605 863
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat		34 871 007
Total 54			39 329 446
Section 55	Ministère des ressources animales		
Titre 2	Dépenses de personnel		735 617
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		337 682
Titre 4	Subventions et autres transferts courants		261 000
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat		6 075 624
Total 55			7 409 923

Titre Libellé			LF2007
Section 56	Ministère de l'aménagement du territoire et du développement communautaire		
Titre 2	Dépenses de personnel		308 954
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		329 677
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat		10 024 238
Total 56			10 662 869
Section 58	Ministère de l'équipement		
Titre 2	Dépenses de personnel		384 089
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		161 343
Titre 4	Subventions et autres transferts courants		5 538 945
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat		30 730 176
Total 58			36 814 553
Section 59	Ministère des mines et de l'énergie		
Titre 2	Dépenses de personnel		247 473
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		164 613
Titre 4	Subventions et autres transferts courants		563 922
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat		4 980 683
Total 59			5 956 691
Section 60	Ministère de l'hydraulique, de l'environnement et de la lutte contre la désertification		
Titre 2	Dépenses de personnel		1 828 941
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		509 148
Titre 4	Subventions et autres transferts courants		461 344
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat		27 144 866
Total 60			29 944 299
Section 61	Ministère de l'éducation de base et de l'alphabétisation		
Titre 2	Dépenses de personnel		20 890 500
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		3 857 084
Titre 4	Subventions et autres transferts courants		15 296 664
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat		28 954 692
Total 61			68 998 940
Section 64	Ministère de la santé publique et de la lutte contre les endémies		
Titre 2	Dépenses de personnel		6 796 556
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		6 529 881
Titre 4	Subventions et autres transferts courants		10 495 267
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat		23 728 384
Total 64			47 550 088
Section 65	Ministère de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant		
Titre 2	Dépenses de personnel		214 659
Titre 3	Dépenses de fonctionnement		142 744
Titre 4	Subventions et autres transferts courants		113 500
Titre 5	Investissements exécutés par l'Etat		1 703 377
Total 65			2 174 280

Titre Libellé			LF2007
Section	66	Ministère de la privatisation et de la restructuration des entreprises publiques	
Titre	2	Dépenses de personnel	11 862
Titre	3	Dépenses de fonctionnement	74 041
Titre	5	Investissements exécutés par l'Etat	9 039
Total	66		94 942
Section	68	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et du cadastre	
Titre	2	Dépenses de personnel	222 922
Titre	3	Dépenses de fonctionnement	272 253
Titre	4	Subventions et autres transferts courants	106 000
Titre	5	Investissements exécutés par l'Etat	4 221 818
Total	68		4 822 993
Section	69	Ministère de la population et de l'action sociale	
Titre	2	Dépenses de personnel	195 062
Titre	3	Dépenses de fonctionnement	102 482
Titre	4	Subventions et autres transferts courants	40 000
Titre	5	Investissements exécutés par l'Etat	157 186
Total	69		494 730
TOTAL GÉNÉRAL			498 432 138

TITRE VII : COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Art. 35 – Il est ouvert en recettes, au titre des comptes spéciaux du trésor mentionnés ci-dessous un montant de treize milliards six cent soixante douze millions deux cent dix mille (13.672.210.000) francs, conformément au tableau ci-après (en milliers de francs) :

Intitulé	Recettes
Fonds national de retraite	8 908 618
Magasin sous douanes	728 454
Fonds de développement touristique	131 000
Affrètement avion	3 377 138
Fonds spécial d'étude et de contrôle	250 000
Exploitation du matériel du génie militaire	277 000
Total	13 672 210

Art. 36 – Des crédits de paiement d'un montant de treize milliards six cent soixante douze millions deux cent dix mille (13.672.210.000) francs sont ouverts à concurrence des prévisions respectives de recettes visées ci-dessus, et restent subordonnés à la réalisation de celles-ci.

Les tableaux détaillés des recettes et des dépenses des comptes spéciaux du trésor font l'objet de l'annexe 3 de la présente loi.

Art. 37 – La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République du Niger et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Niamey, le

Le Président de la République

Mamadou Tandja

Le Premier ministre

Hamé Amadou

Le ministre de l'économie et des finances

Ali Mahaman Lamine Zeine

ANNEXE I : DETAIL PREVISIONS DES RECETTES LF2007 (EN MILLIERS FRANCS CFA)

Rubriques	Nomenclature			Montant LF2007
TITRE 0	RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT			
Article 12	Dons projets et legs			
Paragraphe 121	Dons projets des institutions internationales mondiales			
0 121 11	Dons et Legs			109 613 616
Total paragraphe 121				109 613 616
Paragraphe 125	Fonds de concours			
0 125 10	Dettes rétrocédées			154 557
0 125 30	Aides budgétaires			35 196 000
Total paragraphe 125				35 350 557
Total article 12				144 964 173
Article 15	Tirages sur emprunts projets			
Paragraphe 151	Emprunts projets multilatéraux			
0 151 10	Emprunts projets			48 579 350
Total paragraphe 151				48 579 350
Total article 15				48 579 350
Article 16	Emprunts programmes			
Paragraphe 161	Emprunts d'ajustement structurel multilatéraux			
0 161 10	Tirage sur le FMI			1 434 000
0 161 20	Ressources P.A.S			32 800 000
Total paragraphe 161				34 234 000
Total article 16				34 234 000
Article 23	Immeubles			
Paragraphe 232	Bâtiments administratifs à usage de logement (civils et militaires)			
0 232 10	Vente d'immeubles bâtis			181 732
Total paragraphe 232				181 732
Total article 23				181 732
Article 71	Recettes fiscales			
Paragraphe 711	Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital			
0 711 10	Bénéfices industriels et commerciaux (BIC)			24 600 610
0 711 20	Bénéfices non commerciaux (BNC)			1 951 954
0 711 30	Impôt sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM)			1 070 794
0 711 40	Amendes et confiscations de la DGI			1 658 652
0 711 50	Amendes et pénalités Trésor			100 000
Total paragraphe 711				29 382 010
Paragraphe 712	Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations			
0 712 10	Impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS)			13 577 923
0 712 20	Impôt général sur le revenu (I.G.R)			242 310
Total paragraphe 712				13 820 233

<i>Rubriques</i>	<i>Nomenclature</i>		<i>Montant LF2007</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>713</i>	<i>Impôts sur le patrimoine</i>	
0	713 10	Taxe immobilière	1 268 288
0	713 20	Taxe foncière	2 067 639
0	713 40	Taxe spéciale sur la plus value immobilière	704 247
<i>Total paragraphe 713</i>			<i>4 040 174</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>715</i>	<i>Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services</i>	
0	715 11	Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à l'intérieur	38 257 073
0	715 30	Taxe unique sur les assurances	782 217
0	715 41	Taxe différentielle sur les véhicules à moteur	938 830
0	715 43	Taxe sur les recettes des loteries	1 332 704
0	715 51	Taxe d'apprentissage (TA)	550 704
0	715 52	Patente synthétique (PS)	1 177 517
0	715 53	Permis de chasse et de visite	33 042
0	715 54	Taxe sur les armes à feu	12 115
0	715 55	Droits miniers, taxes et redevances minières	132 169
0	715 57	Droit d'occupation du domaine public	567 765
0	715 61	Taxe sur les boissons alcooliques (TBA)	1 090 394
0	715 62	Taxe sur les tabacs et cigarettes (TTC)	4 065 000
0	715 63	Autres droits d'accises	4 677 763
0	715 64	Taxe forfaitaire sur l'exercice des activités de réexportation et/ou transit de tabacs et cigarettes	60 000
0	715 65	Taxe sur la publicité commerciale extérieure	35 568
0	715 91	Taxe sur certains frais généraux des entreprises (TCFGE)	550 704
0	715 92	Redevances minières	6 507 040
<i>Total paragraphe 715</i>			<i>60 770 605</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>716</i>	<i>Droits de timbre et d'enregistrement</i>	
0	716 10	Droits de timbre	2 843 605
0	716 20	Droits d'enregistrement	6 362 412
<i>Total paragraphe 716</i>			<i>9 206 017</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>717</i>	<i>Droits et taxes à l'importation</i>	
0	717 10	Droits de douane à l'importation (DD)	26 000 000
0	717 20	Redevance statistique à l'importation (RSI)	3 000 000
0	717 21	Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation	47 000 000
0	717 30	Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP)	7 600 000
0	717 50	Amendes et confiscations en douane	300 000
<i>Total paragraphe 717</i>			<i>83 900 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>718</i>	<i>Droits et taxes à l'exportation</i>	
0	718 10	Redevance statistique à l'exportation (RSE)	2 200 000
0	718 20	Taxe spéciale à la réexportation	16 000 000
<i>Total paragraphe 718</i>			<i>18 200 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>719</i>	<i>Autres recettes fiscales</i>	
0	719 10	Reversement UEMOA	3 500 000
0	719 20	Taxe de vérification des poids et mesures	2 000
0	719 30	Taxe de contrôle des Ets danger.incom.insalubres (EDII)	5 000
0	719 41	Taxe de contrôle sur les métaux précieux	20 000
0	719 98	Impôt forfaitaire sur le droit de propriété foncière	3 547 872
<i>Total paragraphe 719</i>			<i>7 074 872</i>
<i>Total article 71</i>			<i>226 393 911</i>

<i>Rubriques</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>Montant LF2007</i>
Article 72	Recettes non fiscales	
<i>Paragraphe</i>	<i>721 Revenus de l'entreprise et du domaine</i>	
0 721 10	Retenue pour logements	24 231
0 721 20	Permis de coupe de bois	55 070
0 721 30	Recettes des régies forestières	165 211
0 721 40	Location d'immeubles	116 899
0 721 50	Publicité foncière	1 114 612
0 721 60	Concessions provisoires	121 155
0 721 70	Concessions définitives	60 494
0 721 80	Bornage des terrains	6 058
<i>Total paragraphe</i>	<i>721</i>	<i>1 663 730</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>722 Droits et frais administratifs</i>	
0 722 10	Droit de chancellerie	7 000
0 722 20	Présidence/ Journal Officiel et Publication	25 000
<i>Total paragraphe</i>	<i>722</i>	<i>32 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>723 Amendes et condamnations pécuniaires</i>	
0 723 10	Amendes et frais de justice	50 000
0 723 20	Amendes et pénalités Police	280 000
0 723 30	Amendes et pénalités Gendarmerie	500 000
0 723 40	Amendes et saisies forêts et chasse	22 028
<i>Total paragraphe</i>	<i>723</i>	<i>852 028</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>724 Produits financiers</i>	
0 724 11	Domaine mobilier	145 386
0 724 20	Dividendes	2 000 000
0 724 95	Commission de transfert BCEAO	1 000 000
<i>Total paragraphe</i>	<i>724</i>	<i>3 145 386</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>729 Autres recettes non fiscales</i>	
0 729 10	Prélèvements sur les honoraires des greffiers et huissiers	12 115
0 729 94	Recettes portuaires	4 000 000
0 729 95	Recettes diverses (5èmes jeux de la Francophonie)	200 000
<i>Total paragraphe</i>	<i>729</i>	<i>4 212 115</i>
Total article 72		9 905 259
Article 76	Recettes exceptionnelles	
<i>Paragraphe</i>	<i>769 Autres recettes exceptionnelles</i>	
0 769 90	Ressources PPTE	34 000 000
0 769 92	Autres recettes diverses(DGI)	53 713
0 769 93	Autres recettes diverses(TGN)	120 000
<i>Total paragraphe</i>	<i>769</i>	<i>34 173 713</i>
Total article 76		34 173 713
TOTAL TITRE 0		498 432 138
TOTAL GÉNÉRAL		498 432 138

ANNEXE II : DETAIL DEPENSES BUDGET LF2007 (EN MILLIERS DE FRANCS CFA)

<i>Imputation budgétaire</i>		<i>Nomenclature</i>	<i>Prévisions 2007</i>
TITRE 1		AMORTISSEMENTS ET CHARGES DE LA DETTE PUBLIQUE ET DEPENSES	
		EN ATTENUATION DES RECETTES DES GESTIONS ANTERIEURES	
Section 47		Ministère de l'économie et des finances	
Structure 47912110400		Dette publique	
Article 14		Amortissements des bons de trésor	
Paragraphe 142		Bons du Trésor en compte courant	
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 142 10		Emprunts (Bons du trésor)	750 000
Total 142			750 000
Total 14			750 000
Article 15		Amortissements des emprunts projets	
Paragraphe 151		Emprunts projets multilatéraux	
1 47 9 1 2 11 04 00 1 06 11 151 10		BID	300 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 04 11 151 10		BADEA	200 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 15 11 151 10		FGECE	100 000
Total 151			600 000
Paragraphe 153		Emprunts projets auprès des Gouvernements non affiliés au Club de Paris	
1 47 9 1 2 11 04 00 3 36 11 153 10		Chine	300 000
Total 153			300 000
Total 15			900 000
Article 16		Amortissements des emprunts programmes	
Paragraphe 161		Emprunts d'ajustement structurel multilatéraux	
1 47 9 1 2 11 04 00 1 09 11 161 10		Commission UEMOA	600 000
Total 161			600 000
Total 16			600 000
Article 17		Amortissements des autres emprunts	
Paragraphe 176		Autres emprunts intérieurs	
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 176 11		Remboursements BCEAO	3 544 911
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 176 20		Réparations civiles et contentieux	1 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 176 90		CADIE	15 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 176 92		Dette postale	160 599
Total 176			19 705 510
Total 17			19 705 510
Article 65		Intérêts et frais financiers	
Paragraphe 651		Intérêts et frais financiers - dette multilatérale	
1 47 9 1 2 11 04 00 1 09 11 651 10		Commission UEMOA	100 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 10 11 651 10		FAD	100 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 20 11 651 10		IDA	700 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 06 11 651 10		BID	200 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 17 11 651 10		FMI	100 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 07 11 651 10		BOAD	300 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 04 11 651 10		BADEA	100 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 16 11 651 10		FIDA	700 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 19 11 651 10		FS-OPEP	100 000
Total 651			2 400 000

<i>Imputation budgétaire</i>		<i>Nomenclature</i>		<i>Prévisions 2007</i>	
Paragraphe 653		Intérêts et frais financiers - dette bilatérale auprès des Gouvernements non affiliés au Club de Paris			
1 47 9 1 2 11 04 00 3 41 11 653 10		FSD		700 000	
1 47 9 1 2 11 04 00 3 34 11 653 10		Algérie		200 000	
1 47 9 1 2 11 04 00 3 40 11 653 10		FKDEA		500 000	
Total 653				1 400 000	
Paragraphe 657		Intérêts et frais financiers - dette intérieure			
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 657 10		Intérêts BCEAO		1 012 000	
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 657 11		Concours consolidés BCEAO		2 953 055	
Total 657				3 965 055	
Total 65				7 765 055	
Total 1				29 720 565	
Total 47				29 720 565	
Total 1				29 720 565	
TITRE 2		DÉPENSES DE PERSONNEL			
Section 01		Assemblée nationale			
Structure 01111010000		Présidence de l'Assemblée nationale			
Article 61		Dépenses de personnel			
Paragraphe 611		Traitements et salaires			
2 01 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10		Traitements et salaires fonctionnaires		303 537	
Total 611				303 537	
Paragraphe 613		Primes et indemnités			
2 01 1 1 1 01 00 00 0 01 11 613 22		Indemnités de fonctions politiques et administratives		251 380	
2 01 1 1 1 01 00 00 0 01 11 613 23		Primes de session		56 045	
Total 613				307 425	
Paragraphe 614		Cotisations sociales			
2 01 1 1 1 01 00 00 0 01 11 614 00		Cotisation CNSS		20 485	
2 01 1 1 1 01 00 00 0 01 11 614 10		Fonds national de retraite		19 049	
Total 614				39 534	
Paragraphe 616		Prestations familiales			
2 01 1 1 1 01 00 00 0 01 11 616 10		Allocations familiales		12 390	
Total 616				12 390	
Total 61				662 886	
Total 2				662 886	
Total 01				662 886	
Section 02		Conseil supérieur de la communication			
Structure 02111010000		Présidence du Conseil supérieur de la communication			
Article 61		Dépenses de personnel			
Paragraphe 611		Traitements et salaires			
2 02 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10		Traitements et salaires fonctionnaires		76 040	
Total 611				76 040	
Total 61				76 040	
Total 2				76 040	
Total 02				76 040	

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>Prévisions 2007</i>
Section 03	Cabinet du Premier ministre	
Structure 03111010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 03 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	374 778
Total 611		374 778
Total 61		374 778
Total 2		374 778
Total 03		374 778
Section 05	Présidence de la République	
Structure 05111010000	Direction de Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 05 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	622 077
Total 611		622 077
Total 61		622 077
Total 2		622 077
Total 05		622 077
Section 06	Ministère des enseignements secondaire et supérieur, de la recherche et de la technologie	
Structure 06411010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 06 4 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	7 241 926
Total 611		7 241 926
Total 61		7 241 926
Total 2		7 241 926
Total 06		7 241 926
Section 07	Cour constitutionnelle	
Structure 07111010000	Présidence de la Cour constitutionnelle	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 07 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	145 834
Total 611		145 834
Total 61		145 834
Total 2		145 834
Total 07		145 834
Section 08	Ministère de la culture, des arts et de la communication	
Structure 08711010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 08 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	106 380
Total 611		106 380
Total 61		106 380
Total 2		106 380
Total 08		106 380

Imputation budgétaire		Nomenclature		Prévisions 2007	
Section	09	Ministère de la jeunesse, des sports et des jeux de la Francophonie			
Structure	09511010000 Cabinet				
Article	61	Dépenses de personnel			
Paragraphe	611	Traitements et salaires			
2 09 5 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires			675 368	
Total 611				675 368	
Total 61				675 368	
Total 2				675 368	
Total 09				675 368	
Section	10	Commission nationale des droits de l'Homme et libertés fondamentales			
Structure	10111020000 Secrétariat permanent				
Article	61	Dépenses de personnel			
Paragraphe	611	Traitements et salaires			
2 10 1 1 1 02 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires			92 600	
Total 611				92 600	
Total 61				92 600	
Total 2				92 600	
Total 10				92 600	
Section	11	Ministère de la formation professionnelle et technique, chargé de l'emploi des jeunes			
Structure	11511010000 Cabinet				
Article	61	Dépenses de personnel			
Paragraphe	611	Traitements et salaires			
2 11 5 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires			44 288	
Total 611				44 288	
Total 61				44 288	
Total 2				44 288	
Total 11				44 288	
Section	12	Ministère des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine			
Structure	12111010000 Cabinet				
Article	61	Dépenses de personnel			
Paragraphe	611	Traitements et salaires			
2 12 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires			3 120 342	
Total 611				3 120 342	
Total 61				3 120 342	
Total 2				3 120 342	
Total 12				3 120 342	
Section	15	Ministère de la défense nationale			
Structure	15211010000 Cabinet MDN				
Article	61	Dépenses de personnel			
Paragraphe	611	Traitements et salaires			
2 15 2 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires			12 420 000	
Total 611				12 420 000	
Total 61				12 420 000	
Total 2				12 420 000	
Total 15				12 420 000	

Imputation budgétaire		Nomenclature	Prévisions 2007
Section	16	Conseil économique, social et culturel	
Structure	16111010000	Conseil économique, social et culturel	
Article	61	Dépenses de personnel	
Paragraphe	611	Traitements et salaires	
2	16 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	117 805
Total 611			117 805
Total 61			117 805
Total 2			117 805
Total 16			117 805
Section	17	Ministère de la justice	
Structure	17211010000	Cabinet	
Article	61	Dépenses de personnel	
Paragraphe	611	Traitements et salaires	
2	17 2 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	1 079 819
Total 611			1 079 819
Total 61			1 079 819
Total 2			1 079 819
Total 17			1 079 819
Section	20	Cour de cassation	
Structure	20111010000	Présidence de la Cour de cassation	
Article	61	Dépenses de personnel	
Paragraphe	611	Traitements et salaires	
2	20 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	50 618
Total 611			50 618
Total 61			50 618
Total 2			50 618
Total 20			50 618
Section	21	Conseil d'Etat	
Structure	21111010000	Présidence du Conseil d'Etat	
Article	61	Dépenses de personnel	
Paragraphe	611	Traitements et salaires	
2	21 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	50 619
Total 611			50 619
Total 61			50 619
Total 2			50 619
Total 21			50 619
Section	22	Cour des comptes	
Structure	22111010000	Présidence de la Cour des comptes	
Article	61	Dépenses de personnel	
Paragraphe	611	Traitements et salaires	
2	22 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	50 619
Total 611			50 619
Total 61			50 619
Total 2			50 619
Total 22			50 619

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>Prévisions 2007</i>
Section 23	Ministère chargé des relations avec les institutions	
Structure 23211010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 23 2 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	49 355
Total 611		49 355
Total 61		49 355
Total 2		49 355
Total 23		49 355
Section 25	Ministère de l'intérieur et de la décentralisation	
Structure 25311010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 25 3 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	8 386 133
Total 611		8 386 133
Total 61		8 386 133
Total 2		8 386 133
Total 25		8 386 133
Section 26	Haut Conseil des collectives territoriales	
Structure 26111010000	Haut Conseil des collectives territoriales	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 26 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	102 805
Total 611		102 805
Total 61		102 805
Total 2		102 805
Total 26		102 805
Section 41	Ministère de la fonction publique et du travail	
Structure 41311010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 41 3 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	327 052
Total 611		327 052
Total 61		327 052
Total 2		327 052
Total 41		327 052
Section 47	Ministère de l'économie et des finances	
Structure 47311010000	Cabinet /ME/F	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 47 3 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	3 362 452
Total 611		3 362 452
Paragraphe 619	Autres dépenses de personnel et dépenses de personnel non ventilées	
2 47 3 1 1 01 00 00 0 01 11 619 90	Rémunération membres du gouvernement	494 947
Total 619		494 947
Total 61		3 857 399
Total 2		3 857 399
Total 47		3 857 399

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>Prévisions 2007</i>
Section 51	Ministère du tourisme et de l'artisanat	
Structure 51811010000	Cabinet/MTA	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 51 8 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	89 668
Total 611		89 668
Total 61		89 668
Total 2		89 668
Total 51		89 668
Section 52	Ministère du commerce, de l'industrie et de la promotion du secteur privé	
Structure 52811010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 52 8 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	247 480
Total 611		247 480
Total 61		247 480
Total 2		247 480
Total 52		247 480
Section 53	Ministère des transports	
Structure 53711010000	Cabinet/Ministère des transports	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 53 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires des fonctionnaires	109 898
Total 611		109 898
Total 61		109 898
Total 2		109 898
Total 53		109 898
Section 54	Ministère du développement agricole	
Structure 54811010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 54 8 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires des fonctionnaires	1 373 606
Total 611		1 373 606
Total 61		1 373 606
Total 2		1 373 606
Total 54		1 373 606
Section 55	Ministère des ressources animales	
Structure 55811010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 55 8 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	735 617
Total 611		735 617
Total 61		735 617
Total 2		735 617
Total 55		735 617

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>Prévisions 2007</i>
Section 56	Ministère de l'aménagement du territoire et du développement communautaire	
Structure 56611010000	Cabinet/MAT/DC	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 56 6 1 1 01 00 00 0 01 11 611 30	Traitements et salaires contractuels	308 954
Total 611		308 954
Total 61		308 954
Total 2		308 954
Total 56		308 954
Section 58	Ministère de l'équipement	
Structure 58711010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 58 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	384 089
Total 611		384 089
Total 61		384 089
Total 2		384 089
Total 58		384 089
Section 59	Ministère des mines et de l'énergie	
Structure 59711010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 59 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements salaires fonctionnaires	247 473
Total 611		247 473
Total 61		247 473
Total 2		247 473
Total 59		247 473
Section 60	Ministère de l'hydraulique, de l'environnement et de la lutte contre la désertification	
Structure 60711010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 60 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	1 828 941
Total 611		1 828 941
Total 61		1 828 941
Total 2		1 828 941
Total 60		1 828 941
Section 61	Ministère de l'éducation de base et de l'alphabétisation	
Structure 61411010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 61 4 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	20 890 500
Total 611		20 890 500
Total 61		20 890 500
Total 2		20 890 500
Total 61		20 890 500

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>Prévisions 2007</i>
Section 64	Ministère de la santé publique et de la lutte contre les endémies	
Structure 64611010000	CAB/MSP/LCE	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 64 6 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	6 796 556
Total 611		6 796 556
Total 61		6 796 556
Total 2		6 796 556
Total 64		6 796 556
Section 65	Ministère de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant	
Structure 65611010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 65 6 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	214 659
Total 611		214 659
Total 61		214 659
Total 2		214 659
Total 65		214 659
Section 66	Ministère de la privatisation et de la restructuration des entreprises publiques	
Structure 66811010000	Cabinet/MP/REP	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 66 8 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	11 862
Total 611		11 862
Total 61		11 862
Total 2		11 862
Total 66		11 862
Section 68	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et du cadastre	
Structure 68711010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 68 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	222 922
Total 611		222 922
Total 61		222 922
Total 2		222 922
Total 68		222 922
Section 69	Ministère de la population et de l'action sociale	
Structure 69611010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 69 6 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	195 062
Total 611		195 062
Total 61		195 062
Total 2		195 062
Total 69		195 062
Total 2		73 312 030